

L'ITINÉRAIRE 2 RAISONS 5 RE AINS

3\$

Volume XXVI, n° 19
Montréal, 1^{er} octobre 2019
ABONNEMENTS AU
itineraire.ca

Exclusif

Élections fédérales

Dans la tête des chefs

Page 30

Dossier

Nos assiettes sont-elles
vraiment toxiques ?

Page 18

LA VRAIE NATURE D'ANDRÉ

FORCIER



RETOUR À L'ÉCOLE = OPUS ÉTUDIANT

3 façons de renouveler

- 1 En ligne**
Dans la plupart des
cégeps et universités
- 2 À votre école**
- 3 Au studio photo**



L'arrondissement de Ville-Marie reconnaît
l'excellent travail de l'équipe du magazine *L'itinéraire*.

ZOOM

Lynn Champagne

Camelot n° 1717 | Âge 42 ans

Points de vente Marché IGA Wellington et métro Angrignon



Le parcours de Lynn est fait de combativité. De résilience aussi, particulièrement ces dernières années.

Toute petite, elle a d'abord été placée chez des gens où régnaient la violence et les abus dans la ville de Saint-Jean-sur-Richelieu. Grâce au ciel, elle a par la suite été recueillie par des « parents » aimants, dans un foyer, où elle était traitée comme ses sœurs adoptives. Une famille ouverte où l'on pouvait parler de tous les sujets : sexualité, drogue, musique, mode, etc. Une maison où régnaient l'amour, la justice et le gros bon sens. Avant d'y emménager, elle se battait avec tout le monde à l'école. Grâce à ce couple qui l'a prise sous son aile jusqu'à l'âge de sa majorité, elle est devenue fière, sereine et plus heureuse. Elle a même développé un début d'estime de soi.

Lorsqu'elle quitte le nid, elle vit de l'aide sociale ; elle n'a pas son diplôme de 5^e secondaire. Elle demeure à Saint-Jean jusqu'à 34 ans, enfilant les petits boulots : Tim Hortons, usine de fabrication de tapis, cueillette de fruits, etc.

Déménagée à Montréal, elle fait une dépression majeure qui la pousse à une tentative de suicide. Elle est alors hospitalisée à l'hôpital Douglas où on diagnostique son TPL (trouble de la personnalité limite). On soupçonne que ce TPL ait comme origine un traumatisme majeur vécu dans la petite enfance. Elle est souvent agressive et a toujours peur de faire mal aux autres.

Un premier psychiatre lui dit qu'il ne peut pas l'aider. Que sa maladie ne se traite pas avec une médication. À ce moment-là, Lynn se rappelle qu'il n'y a que 4 à 5 % d'elle-même qui a encore le goût de vivre. Elle rencontre l'un après l'autre plusieurs spécialistes sans grand succès. Elle aura cependant la chance de tomber sur un autre psychiatre qui lui propose de l'accompagner. Enfin ! Il lui prescrit une médication qui a des effets positifs. Enfin, elle a accès à quelqu'un qui l'écoute, la comprend, l'accompagne et fait un suivi serré.

Et *L'itinéraire* dans cette histoire ? « *Quand on vend le magazine, on vend un produit avec de l'information, mais aussi un produit avec de l'opinion et des points de vue qu'on n'avait pas avant. L'itinéraire pour moi, c'est un phare dans un océan troublé. J'ai 42 ans et je sens que L'itinéraire sera encore longtemps dans ma vie* », affirme-t-elle, confiante et épanouie.

Par Madeleine LaRoche • Bénévole à la rédaction

© Milton Fernandes

PARTENAIRES MAJEURS



L'itinéraire EST MEMBRE DE



PRINCIPAUX PARTENAIRES DE PROJETS



Nous tenons à remercier le ministère de la Santé et des Services sociaux de même que le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal pour leur contribution financière permettant ainsi la poursuite de notre mandat.

Canada

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada. Les opinions exprimées dans cette publication (ou sur ce site Web) ne reflètent pas forcément celles du ministère du Patrimoine canadien.

La direction de L'itinéraire tient à rappeler qu'elle n'est pas responsable des gestes des vendeurs dans la rue. Si ces derniers vous proposent tout autre produit que le journal ou sollicitent des dons, ils ne le font pas pour L'itinéraire. Si vous avez des commentaires sur les propos tenus par les vendeurs ou sur leur comportement, communiquez sans hésiter avec Charles-Éric Lavery, chef du développement social à :

c.e.lavery@itineraire.ca
514 597-0238 poste 222

Les camelots l'achètent **1,50 \$**

3 \$ Prix de vente

1,50 \$ paie l'impression + coûts de production

Convention de la poste publication N°40910015, N°d'enregistrement 10764. Retourner toute correspondance ne pouvant être livrée au Canada, au Groupe communautaire L'itinéraire 2103, Sainte-Catherine Est Montréal (Québec) H2K 2H9

Mots de lecteurs

NDLR Nous nous réservons le droit de corriger et de raccourcir les textes



Gilles Bélanger, camelot au coin de René-Lévesque et Jeanne-Mance. Vous pouvez être fier de lui comme représentant actif de votre organisation puisqu'il est toujours à son poste de TRAVAIL avec le sourire et la phrase d'encouragement gratuite à toute personne qui le croise sur leur chemin. Il est jovial quelque soit la température, sympathique et généreux de sa bonne humeur. J'encourage fortement quiconque le croise à l'encourager et à acheter son exemplaire de L'itinéraire pour les textes et le contenu riche en valeur humaine. Merci à toi Gilles et je suis fier d'être un de tes clients régulier.

Donald Francoeur



RÉDACTION ET ADMINISTRATION
2103, rue Sainte-Catherine Est
Montréal (Qc) H2K 2H9

LE CAFÉ L'ITINÉRAIRE
2101, rue Sainte-Catherine Est
Téléphone : 514 597-0238
Télécopieur : 514 597-1544
Site : www.itineraire.ca

ISSN -1481-3572
Numéro de charité : 13648 4219 RR0001

Dépôt légal
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Bibliothèque de l'Assemblée nationale du Québec

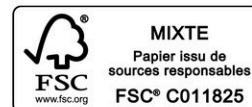
Le journal L'itinéraire a été créé en 1992 par Pierrette Desrosiers, Denise English, François Thivierge et Michèle Wilson. À cette époque, il était destiné aux gens en difficulté et offert gratuitement dans les services d'aide et les maisons de chambres. Depuis mai 1994, le journal de rue est vendu régulièrement par les camelots. Aujourd'hui le magazine bimensuel est produit par l'équipe de la rédaction et plus de 50 % du contenu est rédigé par les camelots.

Le Groupe L'itinéraire a pour mission de réaliser des projets d'économie sociale et des programmes d'insertion socioprofessionnelle, destinés au mieux-être des personnes vulnérables, soit des hommes et des femmes, jeunes ou âgés, à faible revenu et sans emploi, vivant notamment en situation d'itinérance, d'isolement social, de maladie mentale ou de dépendance. L'organisme propose des services de soutien communautaire et un milieu de vie à quelque 200 personnes afin de favoriser le développement social et l'autonomie fonctionnelle des personnes qui participent à ses programmes. Sans nos partenaires principaux qui contribuent de façon importante à la mission ou nos partenaires de réalisation engagés dans nos programmes, nous ne pourrions aider autant de personnes. L'itinéraire, ce sont plus de 2000 donateurs individuels et corporatifs qui aident nos camelots à s'en sortir. Merci à tous !

GESTION DE L'IMPRESSION

TVA PUBLICATIONS INC.
DIVISION ÉDITIONS SUR MESURE | 514 848-7000
Directeur général ROBERT RENAUD
Chef des communications graphiques DIANE GIGNAC
Chargée de projets GISÈLE BÉLANGER
Imprimeur TRANSCONTINENTAL

Québecor est fière de soutenir l'action sociale de L'itinéraire en contribuant à la production du magazine et en lui procurant des services de télécommunications.



LUC DESJARDINS
Directeur général et éditeur

RÉDACTION

JOSÉE PANET-RAYMOND
Éditrice adjointe et rédactrice en chef

ALEXANDRA GUELLIL
Journaliste, responsable société

LAURENT SOUMIS
Journaliste accompagnateur

JASON PARÉ
Responsable de la formation des participants

MILTON FERNANDES
Création visuelle

ALEXANDRE DUGUAY
Gestionnaire de communauté

IANIK MARCIL
Collaborateur

JUAN CARLOS JIMENEZ
Webmestre bénévole

CHRISTINE BARBEAU, ANITA BARSETTI, MARIE BRION,
IMÈNE HAMCHICHE, MADELEINE LAROCHE,
HÉLÈNE MAI, DANIELA ARANIBAR, SANDRINE BINKIE
Bénévoles à la rédaction

PAUL ARSENAULT, LUCIE LAPORTE
Bénévoles à la révision

Photo de la une
LÉA-KIM CHÂTEAUNEUF (WIKIMEDIA COMMONS)

ADMINISTRATION

SYLVANA LLANOS
Responsable de la comptabilité

MARCELA CHAVES
Adjointe comptable - Commis au dépôt

NANCY TRÉPANIER
Adjointe administrative

PASCALLE PLANET
Développement philanthropique - Médias sociaux

DÉVELOPPEMENT SOCIAL

CHARLES-ÉRIC LAVERY
Chef du développement social

ISABELLE LACHARITÉ
Intervenante psychosociale

PIERRE TOUGAS
Responsable du Café

VANESSA TREMBLAY
Chargé de projet - Distribution

MÉLODIE GRENIER
Chargée de projet volet autochtone

NAHKA BERTRAND
Coordonnatrice du Café de la Maison ronde

ELLA MARTINDALE
Coordonnatrice adjointe du Café de la Maison ronde

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Présidente
JESSICA MAJOR - Davies Ward Phillips & Vineberg S.E.N.C.R.L./s.r.

Trésorier
GRÉGOIRE PILON - Ernst & Young S.E.N.C.R.L./s.r.l

Vice-président
YVON MASSICOTTE - Camelot de L'Itinéraire

Secrétaire
FRANCK BÉZIAUD - Banque Nationale

Administrateurs
MIVILLE TREMBLAY
SOPHIE RONDEAU - Avocate et doctorante en droit
ALEXANDRE VERDUN - Camelot de L'Itinéraire
JEAN-CLAUDE NAULT - Camelot de L'Itinéraire
JEAN-PAUL LEBEL - Camelot de L'Itinéraire
JACQUES ÉLYZÉ - Représentant des camelots

ÉDITORIAL

1^{er} octobre 2019
Volume XXVI, n° 19

Josée Panet-Raymond



Éditrice adjointe et rédactrice en chef

Au moment d'écrire ces lignes, Justin Trudeau vient tout juste de déclencher les élections. Et au moment où vous lirez ceci, il ne restera qu'environ 20 jours avant le jour J. Entre les deux, il se passera beaucoup de choses. Bien malin qui pourra prédire avec certitude l'issue du scrutin, mais on peut déjà entrevoir des changements majeurs dans les formations politiques. Si certaines prendront du galon, d'autres seront acculées à la faillite.

Le Parti libéral semble être assez stable dans les intentions de vote, alors que les conservateurs ont le vent dans les voiles dans l'ouest du Canada. La vague orange NPD s'est réduite à un faible clapotis, tandis que le Parti vert produit des pousses un peu partout au Québec. Le Bloc, lui, a un nouveau leader qui veut faire oublier les déboires de la formation des dernières années en tentant de remettre le Québec sur la carte fédérale. Quant à Maxime Bernier et son Parti populaire du Canada, bien qu'il ne récolte qu'un très faible pourcentage dans les sondages, cet électron libre beauceron, émule de Trump, attise les braises de l'intolérance et de l'ignorance avec sa rhétorique populiste. Bien que marginal, il y a quand même de quoi se méfier.

La pauvreté fait surface

Mais ce qui change dans cette élection, comparativement aux scrutins des décennies passées, c'est que la majorité des partis aborde des sujets longtemps escamotés lors des campagnes antérieures : la pauvreté, l'itinérance, les logements sociaux, l'aide aux plus démunis. On dirait même que ces enjeux sont devenus la saveur du jour, si on se fie aux différentes plateformes politiques et aux promesses des politiciens.

Loin de nous de nous en plaindre, au contraire ! Il était temps qu'on s'intéresse davantage à ces questions si importantes dans notre société et que des mesures soient prises. En autant qu'elles ne demeurent pas « la saveur du jour », mais bien des réalités avec lesquelles le gouvernement doit composer et agir.

Je dis que la majorité des partis se soucie des moins privilégiés de notre société, mais il faut noter que le Parti conservateur n'en a rien à cirer des pauvres et des sans-abri. La formation d'Andrew Sheer est tellement indifférente à la question qu'elle n'a pas daigné répondre à nos multiples demandes d'entrevue, ni même expliquer les raisons de son absence.

Les Libéraux, le NPD, le Bloc et les Verts ont gracieusement et consciencieusement répondu à toutes nos questions, que vous pourrez lire dans le dossier principal de cette édition. Les conservateurs : silence radio.

Si ce parti devait former le prochain gouvernement, ça augurerait mal pour les organismes communautaires, les regroupements contre la pauvreté, les refuges, pour L'Itinéraire, tant comme groupe communautaire que comme média...

Pour conclure, je vous recommande de lire cet excellent dossier préparé par notre journaliste accompagnateur, Laurent Soumis, suivi de l'analyse de notre camelot-rédacteur Mathieu Thériault. Mathieu a d'ailleurs rédigé ce que j'aurais aimé écrire comme éditorial. Nous étions sur la même longueur d'ondes.

VENTES PUBLICITAIRES

514 597-0238 poste 234

publicite@itineraire.ca

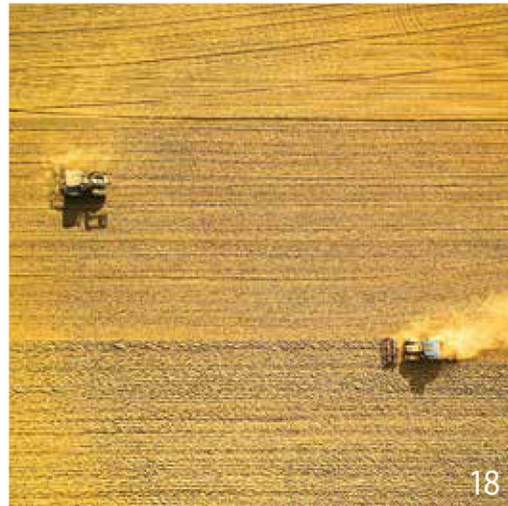


SOMMI



Mots de camelots

- 3 Zoom sur Lynn
- 9 Francine Duffy
- 9 Bill Economou
- 9 Gilles Bélanger
- 42 Cécile Crevier
- 42 Maxime Valcourt
- 42 Lucette Bélanger



IMMATAIRE

1^{er} octobre 2019
Volume XXVI, n° 19

- 8 Rond-point international**
- 11 Comptes à rendre**
Fermons les villages
Ianik Marcil
- 18 Dossier**
Nos assiettes sont-elles vraiment toxiques ?
Alexandra Guellil
- 23 Entrevue**
L'affaire Louis Robert
Alexandra Guellil
- 26 Espace sciences**
Yves Grégoire
- 28 Dans la tête des camelots**
Qu'est-ce qui influencera ton vote aux prochaines élections ?
- 30 Dans la tête des chefs**
Élections fédérales :
La pauvreté dans la mire
Laurent Soumis
- 39 En toute liberté**
Les absents ont toujours tort
Mathieu Thériault
- 40 Camelot d'un jour 2019**
- 43 C't'encore drôle**
Songe d'une nuit d'élection
Marie-Ève Saucier
- 44 Détente**
- 46 Bande dessinée**
Siou

À la une

Mostapha Lofti



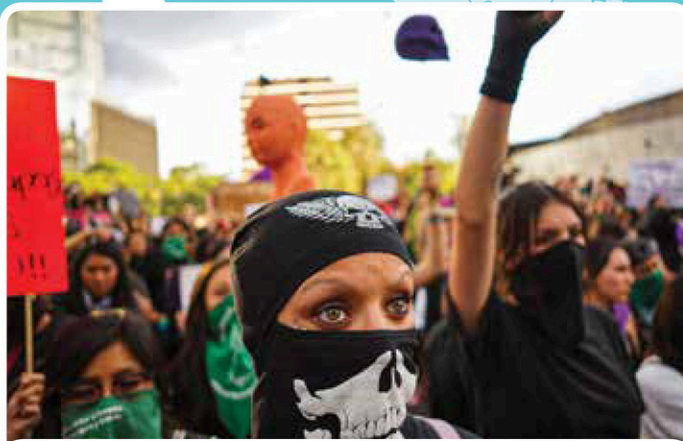
La vraie nature d'André Forcier Les fleurs oubliées

André Forcier est un bourreau de travail. Sa longévité est exceptionnelle. À 72 ans, il présente cet automne son quinzième long métrage : *Les fleurs oubliées*. Il est pour certains l'enfant terrible du cinéma québécois. Parmi ses films les plus célèbres, nommons *Le vent du Wyoming*, *Coteau rouge* et *Une histoire inventée*. Nous l'avons rencontré en prévision de la sortie en salle de son dernier né.

Rond-point international

Traduction **Alexandra Guellil**

© CARLOS BARRIA | REUTERS



© MARIANA GREIF | REUTERS

Mexique Féminicide à la mexicaine

Au Mexique, les femmes en ont ras-le-bol des promesses non tenues. Le mois dernier, elles ont organisé une grande manifestation pour dénoncer le viol et le meurtre de plusieurs adolescentes, passés sous silence par les autorités. Ceci est arrivé juste après des allégations de viol d'une jeune fille par un groupe de policiers, présumés coupables, faisant ainsi résonance aux crimes non résolus des femmes et filles disparues au pays. Si le président actuel a mis de l'avant un programme progressiste en matière d'égalité des sexes, nombreuses sont celles qui pensent qu'il n'a pas tenu ses promesses d'élargir les droits des femmes. Claudia Sheinbaum, mairesse de Mexico, a provoqué la fureur des féministes lorsqu'elle a déclaré qu'il n'y avait pas eu de « fabrication de suspects » dans ces affaires. Avec 1812 femmes assassinées entre janvier et juillet de cette année, soit environ 10 par jour, et 200 autres enlevées à date, le Mexique est classé comme étant le second pays le plus dangereux pour les femmes en Amérique latine, après le Brésil, selon les Nations Unies. (*The Conversation / INSP*)



États-Unis Bâties par des esclaves

Il y a 400 ans, le bateau transportant ce que l'on pense être les premiers Africains réduits à l'esclavage est arrivé en Virginie. Cet anniversaire a provoqué une réflexion quant à l'héritage de cette période de l'histoire. Un héritage qui est visible dans l'architecture américaine et peut être vu à la grandeur du Capitole ou de la Maison-Blanche en passant par les différentes universités qui sont des monuments construits par ces esclaves. Parmi eux, le Monticello, un site historique national construit entre 1769 et 1809. Il s'agit de la plantation d'un des pères de la confédération américaine, Thomas Jefferson. C'est la seule maison privée américaine à avoir été classée comme patrimoine mondial de l'UNESCO. Nombreuses sont les visites et expositions touristiques destinées à montrer ce travail qu'effectuaient les esclaves à Monticello : de la fabrication de briques à l'extraction du calcaire en passant par le travail du bois. À New York, où 20 % de la population étaient autrefois constituée d'esclaves, la rue Broadway comme le mur qui a donné son nom à Wall Street ou le célèbre restaurant-bar Fraunces Tavern ont tous été construits à l'aide de travaux forcés. Tout cela permet d'expliquer pourquoi la demande de reconnaissance du rôle joué par les esclaves dans la construction des États-Unis fait l'objet de demande de réparations pour les descendants d'esclaves. (*Reuters / INSP*)



International
Network of
Street Papers

L'itinéraire est membre du *International Network of Street Papers* (Réseau International des journaux de rue). Le réseau apporte son soutien à près de 100 journaux de rue dans 35 pays sur six continents. Plus de 250 000 sans-abri ont vu leur vie changer grâce à la vente de journaux de rue. Le contenu de ces pages nous a été relayé par nos collègues à travers le monde. Pour en savoir plus, visitez insp.ngo



Le temps des récoltes

Un jeudi matin où je ne croyais vraiment pas faire l'affaire, je me suis rendue à un atelier de Végétalia, animé par Carrefour Alimentaire du Centre-Sud, en collaboration avec L'itinéraire. Végétalia, c'est l'idée d'aider et de partager nos connaissances horticoles.

Il s'agit de donner un coup de main à un projet de jardin collectif, en semant, cultivant et partageant des légumes de toutes sortes : piments violets, aubergines blanches, fines herbes et cerises de terre, etc.

Une chance qu'il y a Arthuro qui connaît tout sur le jardin et nous dit comment procéder. Puis, à cette rencontre est arrivé un groupe de francisation du Centre Lartigue. Des Latinos la plupart, qui viennent parfaire leur français. Ils sont très intéressés à ce qui se dit et c'est très valorisant pour moi, qui suit restée prof de français dans l'âme.

En fin de matinée, on a même dégusté une bonne salade très parfumée faite par les étudiants. J'ai appris le nom d'une fine herbe, la « mélisse ». Et les étudiants ont appris le mot « flétries » pour les plantes qui manquent d'eau.

Merci à L'itinéraire pour ce projet saisonnier qui nous fait côtoyer les autres. C'est bon pour notre sociabilité même si on est peu nombreux. Et l'agriculture urbaine met un vent de fraîcheur dans nos vies, c'est très plaisant.

J'ai hâte à la prochaine récolte. Ça me permet de rentrer en moi-même et cela m'apporte calme et paix. C'est un retour aux sources des plus gratifiants. Ça développe notre estime de soi, car on se fait confiance les uns les autres.

À chaque semaine, le bonheur est au rendez-vous.

FRANCINE DUFFY
CAMELOT BORDEAUX / MONT-ROYAL



A Year of Change

I remember when I was going to Vanier College during the winter semester of 1989, I took eight courses and was extremely busy. I did well and failed only one course, after having to study more than ever at school. When the semester ended, I was relieved and started hanging around, but eventually looked for a summer job.

In early June, I started working at a backbreaking job and it was the first time in my life that I worked in a French environment. My knowledge of the French language was not good, I understood some, but had trouble communicating, which made things tougher for me.

That summer I made great money working there as a student and never had a job like that again. In the second week of July, my aunt, who was very sick was hospitalized in the intensive care unit at the Montreal General. I would visit her often before going to work and once she told me she was going to die. I didn't like to hear that, since she was my favourite aunt and had lived with us over 20 years.

The last time I saw her alive out of the intensive care unit was on Saturday, August 26. A few hours later that night she died. My family was devastated when this occurred, since she was only 49 years old.

Many family members and friends came to the funeral to pay their last respects. The fall of 1989 was difficult for me and when I would return home from school, I felt empty and skeptical. It was the time that I felt myself getting closer to God by trying to become a better person.

BILL ECONOMOU
VENDOR - ATWATER MARKET



Bon retour des vacances

C'est l'automne, la nouvelle saison qui revient. On nous annonce qu'il va y avoir une super belle température, bien agréable. On n'aura plus de grandes chaleurs, ni de canicule. Ça va être plus frais, avec du soleil, c'est lumineux.

Les feuilles rougissent, deviennent plus belles. On pourra aller à la cueillette des pommes, par exemple à Rougemont. C'est aussi le temps des épluchettes de blé d'Inde, on peut se régaler. Les outardes partent pour retourner dans les pays chauds. Les journées ont déjà commencé à raccourcir. Les gens vont s'habituer à ce changement.

Mes clients qui étaient partis en vacances n'ont pas été déçus parce qu'ils ont eu beaucoup de soleil et qu'ils en ont profité. Un lecteur m'a dit qu'il avait passé l'été dans un chalet avec des amis, après il a été en voyage. Il a beaucoup apprécié ses vacances.

D'autres sont restés à Montréal. Certains reviennent seulement en octobre. Il y aura aussi peut-être de nouveaux lecteurs. Ils recommencent leur travail de bureau avec bonne humeur.

Je suis très content de vous revoir en pleine forme. Merci à tous.

GILLES BÉLANGER
CAMELOT JEANNE-MANCE / RENÉ-LÉVESQUE



RAPSIM

Vers un chez soi Des orientations à élargir

Par Pierre Gaudreau • Directeur du RAPSIM

La signature d'une nouvelle Entente Canada-Québec en itinérance a été annoncée juste avant le déclenchement des élections. Elle balise les investissements du nouveau programme fédéral *Vers un chez soi* et confirme que le budget de ce programme doublera, dès 2021, avec pour objectif la réduction en 10 ans de l'itinérance chronique au Canada.

Pour y parvenir, les orientations de ce programme devront être élargies. Viser la réduction de l'itinérance, voire y mettre fin, ne peut passer que par une action ciblée sur l'itinérance chronique. Pour que moins de personnes se retrouvent sans domicile fixe, il faut trouver des réponses pour celles qui y sont, mais il faut agir pour éviter que davantage de personnes ne le soient.

Explicitement discriminatoire

Outre le fait d'être une mauvaise stratégie pour contrer l'itinérance, cibler les personnes en situation d'itinérance chronique est discriminatoire envers différentes populations. Du moins c'est ainsi que l'interprète un comité formé par le gouvernement fédéral lui-même :

« *Le langage qui fixe une réduction de 50 % du nombre d'usagers des refuges pour sans-abri chroniques est formulé de telle sorte qu'il est explicitement discriminatoire envers les femmes en raison de la façon dont elles vivent l'itinérance et du fait qu'elles ont moins souvent recours aux refuges.* »*

Orienter les actions envers les personnes en situation d'itinérance visible chronique discriminera largement les femmes. Car si les femmes sont tout autant nombreuses que les hommes à vivre l'itinérance, elles le sont de façon beaucoup moins visible. Les jeunes vivent aussi une itinérance cachée et peu chronique, tout comme de nombreux hommes.

Pour une approche globale

Le Royal Victoria a dû être ouvert l'hiver dernier et risque de l'être encore sous peu pour faire face au débordement des refuges pour hommes pendant les grands froids. Les ressources

d'hébergement pour femmes doivent effectuer un nombre croissant de refus faute de place, alors que les ressources pour jeunes adultes font aussi face à une pression majeure. Ce contexte est créé par toutes sortes de situations : perte de logement et de réseau personnel, sorties d'institutions, problèmes de santé, de consommation et autres causes. Pour contrer cet accroissement de l'itinérance, il faut agir de front sur toutes les formes où elle se vit.

En juin, l'Assemblée nationale adoptait à l'unanimité une motion demandant que les fonds fédéraux aillent dans le sens de la *Politique nationale de lutte à l'itinérance* adoptée au Québec, *Pour éviter la rue et sortir*. Ce qui veut dire soutenir des actions en logement, revenu, santé et services sociaux, insertion et éducation, cohabitation et judiciarisation.

En ce sens, dans l'Entente Canada-Québec le gouvernement du Québec réitère que les objectifs de cette politique prévalent en ce qui le concerne. Entre l'approche ciblée sur l'itinérance chronique du fédéral et l'approche globale du Québec, il y a toute une différence. Comment les fonds atterriront-ils sur le terrain dans 18 mois au 1^{er} avril 2021 ?

Cela reste à voir et, c'est là la bonne nouvelle, l'Entente reconduit l'approche communautaire, où chaque région identifie le contexte de l'itinérance, les objectifs et moyens à déployer, les priorités et recommande le financement. Depuis 20 ans, les fonds fédéraux ont été affectés de cette façon à Montréal. Cela a permis de consolider et développer les nécessaires hébergements, tout comme plus de 1500 logements sociaux en itinérance, en soutenant aussi de nombreuses autres ressources.

Avec *Vers un chez soi*, Ottawa pourrait contribuer au développement de l'accès aux services et au logement. Cela ne se fera pas en mettant en place un système d'accès coordonné, autre objectif visé de ce programme qui est à revoir, mais en contribuant au développement de ces services et de ces logements. Une gestion informatisée de l'itinérance ne donnera pas plus de place en hébergement, ne créera pas de logements ni de réponses. Soutenir l'action des groupes qui y travaillent, oui. ■

* Rapport du Comité consultatif itinérance, avril 2018, Recommandation 7.2.6

RAPSIM

Le réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal
www.rapsim.org | Tél. : 514 879-1949



Fermons les villages

Il y a au Québec, comme partout dans le monde, de nombreuses fractures sociales. Riches et pauvres, scolarisés et décrocheurs, malades et en santé, natifs et immigrants, d'origine européenne et Autochtones, propriétaires et locataires, francos et anglos... la liste est longue.

Parmi elles, je suis particulièrement sensible à une division profonde, celle qui résulte de l'incompréhension mutuelle entre les populations rurales et urbaines du Québec. La réalité perçue de part et d'autre est souvent, et malheureusement, très caricaturale. Un débat récent sur la vitalité des régions rurales l'a – hélas – montré une nouvelle fois.

En effet, alors que plusieurs d'entre nous étions en vacances, une firme de consultants, affirmait cet été que d'ici 2025, soit dans moins de six ans, 200 villages du Québec pourraient disparaître de la carte, à cause de la dévitalisation démographique. Cette prédiction hasardeuse a soulevé un tollé dans les régions, mais on en a peu entendu parler à Montréal.

Des prédictions audacieuses

Prédire l'avenir est par définition aventureux. L'évolution des sociétés et des communautés est sujette à de multiples facteurs, particulièrement leur démographie. L'immigration, les initiatives locales, le leadership des élus ou l'installation d'un employeur important, par exemple, peuvent changer radicalement la donne.

Prenons le cas du joli village de Saint-Camille, dans les régions des Bois-Francs, non loin d'Asbestos. Sa population est passée de plus de 1000 habitants au début du 20^e siècle à moins de 500 il y a quelques années. Il y a une quinzaine d'années, cependant, les résidents ont pris leur destin en mains, comme on dit. L'ancien magasin général a été racheté par quelques résidents qui l'ont rendu à la communauté. Une coopérative a été créée pour en faire un théâtre où des activités culturelles, un espace hyper dynamique dans la région. Une coopérative de recherche et développement en agriculture innovante y a pignon sur rue. L'église a été rachetée par la municipalité, avec l'aide du gouvernement du Québec, pour en faire un espace de diffusion culturel et un lieu de tournage télévisuel.

Résultat : la population est maintenant d'environ 525 habitants, une croissance tout à fait phénoménale pour un petit village qu'on croyait condamné. Son maire Philippe Pagé, élu il y a deux ans, est l'un des plus jeunes maires du Québec. Il est un jeune trentenaire et est la preuve même qu'une petite communauté rurale peut innover, se développer sur de nouvelles bases et se dynamiser.

Incompréhension

Malheureusement, nombre d'urbains ne comprennent pas ces réalités. Une grande partie des habitants de Montréal ou de Québec, par exemple, ont une image de carte postale du village de Saint-Camille, comme de Percé ou de Baie-Saint-Paul, au mieux. Des endroits où on est de passage pour quelques jours en vacances, où on achètera le petit produit du terroir du coin.

Sinon, on croit que leurs habitants vivent dans un univers parallèle, ancré dans une image d'Épinal issue du 19^e siècle. Les femmes font leurs conserves à l'automne, les hommes conduisent leurs tracteurs aux champs. Je caricature la perception des urbains; mais voilà, leur perception est souvent une caricature.

L'inverse est tout aussi vrai : les ruraux croient qu'il y a une mosquée à tous les coins de rues à Montréal, qu'on ne peut pas se faire servir en français sur la rue Saint-Denis et qu'il y a un meurtre à l'heure dans les ruelles de Hochelaga. Là aussi, bien évidemment, je caricature. Dans un cas comme dans l'autre, nous ne sommes pas imbéciles à ce point.

Reste que ces images portent un fond de vérité : une profonde mécompréhension de la réalité des uns et des autres. Or, cette mécompréhension n'est pas anodine. Elle crée des clivages politiques importants, à propos du développement économique régional, de l'occupation du territoire, de l'immigration, et quoi d'autre...

Le Québec est grand de territoire mais tout petit de population. Il est temps que nous réapprenions à nous parler et nous comprendre pour construire l'avenir.



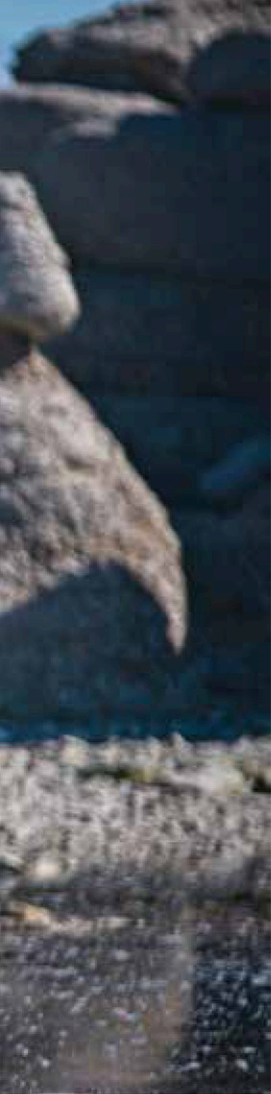
LA VRAIE NATURE D'ANDRÉ

FORRO



par Mostapha Lofti

Camelot métro Édouard-Monpetit



ANDRÉ FORCIER, LES FLEURS OUBLIÉES © MARCEL JOMPHE

André Forcier est un bourreau du travail. Sa longévité est exceptionnelle. À 72 ans, il présente cet automne son quinzième long métrage : *Les fleurs oubliées*. Il est pour certains l'enfant terrible du cinéma québécois. Parmi ses films les plus célèbres, nommons *Le vent du Wyoming*, *Coteau rouge* et *Une histoire inventée*. Nous l'avons rencontré en prévision de la sortie en salle de son dernier né.

Le lieu est serein dans ce coin du Vieux-Longueuil. Les rues portent des noms d'oiseaux ; le tumulte de la métropole est déjà loin. En ce jour ensoleillé, André Forcier nous reçoit dans son jardin. La conversation est à peine entamée que le cinéaste s'attaque à la gentrification de son quartier. Une ouverture prometteuse pour une rencontre qu'on appréhendait, mais dont l'accueil s'avère finalement franchement chaleureux.

Le cinéaste jouit d'une grande aura au Québec. Il a une longue carrière cinématographique à son actif et plusieurs acteurs lui vouent une déférence digne d'un grand maître. Par conséquent, l'interviewer n'est pas une mince tâche pour un « journaliste », de surcroît d'extraction immigrante. L'auteur de ces lignes avait le trac à l'idée de débattre avec ce monument de la culture québécoise, au point d'oublier qu'il est lui-même un Québécois.

FORCIER

LES FLEURS OUBLIÉES



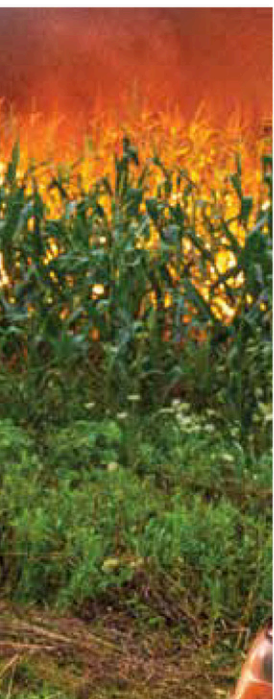
Une histoire de famille

La famille d'André Forcier fonctionne aussi comme une entreprise cinématographique. Tous ont un rôle à jouer. Les fils ont participé à l'écriture du scénario des *Fleurs oubliées* et l'un des deux a également fait la musique. Et, ce n'est pas la première fois qu'ils collaborent à l'une des productions de leur père. Même sa petite-fille, une jolie blondinette d'à peine quelques mois, a droit à un caméo dans le film. Une chose est certaine, tout ce beau monde est le bénéficiaire bienheureux des conseils judicieux et des enseignements précieux du « patriarche ».

Le meilleur acteur au Québec

Depuis *Les États-Unis d'Albert*, André Forcier écrit des rôles sur mesure pour Roy Dupuis, construisant les autres personnages autour de son acteur fétiche. Selon ce principe, le cinéaste a imaginé un Marie-Victorin ressuscité, incarné par Yves Jacques, « qui revient sur Terre, parce qu'il s'ennuyait au ciel ». L'objectif était d'en faire l'alter ego d'Albert Payette, le vendeur d'hydromel entretenant des fleurs dont on ne s'occupe plus et qui est interprété par Roy Dupuis dans *Les fleurs oubliées*.

Lorsqu'on demande à André Fortier pourquoi Roy Dupuis est depuis 15 ans son acteur fétiche, il répond simplement : « Parce que c'est le meilleur acteur au Québec ». Le cinéaste souligne également qu'il adhère aux préoccupations écologiques de l'acteur, ce qui explique les thèmes abordés dans *Les fleurs oubliées*.



Des films engagés

D'ailleurs, André Forcier n'est pas à son premier film engagé. Dans *Je me souviens*, il s'intéressait à la vie des mineurs de l'Abitibi sur fond d'un drame amoureux, et dans *Coteau rouge* le cinéaste dénonçait la gentrification de son quartier à Longueuil. Lors de notre entrevue, il fustige cette tendance chez les responsables municipaux à privilégier le patrimoine des bourgeois au lieu de protéger celui des ouvriers. André Forcier cite également certains règlements insolites comme l'interdiction des cordes à linge dans certains quartiers de la ville.

Les fleurs oubliées raconte l'histoire d'un agronome en rupture avec son milieu professionnel pour des raisons écologiques et idéologiques. Il se recycle dans une activité et une vie atypiques : étendre l'apiculture sur les toits de la métropole afin de produire de l'hydromel. Ainsi, tandis qu'un pyromane incendie des champs de maïs transgéniques, Payette et Marie-Victorin collaborent à la création d'un nectar cosmique, grâce au miel produit à partir de fleurs semées avec des graines que le frère « a ramené du cosmos », mais qui s'avère finalement néfaste. Le message est clair : rien n'est naturel et sain s'il ne provient pas de la terre.

Lorsqu'on lui fait remarquer que le personnage de Roy Dupuis fait écho à l'actualité récente et rappelle l'agronome Louis Robert qui a été congédié plus tôt cette année par le ministère de l'Agriculture pour avoir ouvertement critiqué l'industrie des pesticides, André Forcier explique que « C'est un hasard. Le film était pratiquement

terminé lorsque j'ai entendu parler de l'affaire de Louis Robert ». N'empêche, le rapprochement est inévitable. Le sujet est d'ailleurs dans l'air du temps, puisqu'« il y a plein de gens qui se révoltent contre Monsanto [qui a été racheté par Bayer l'année dernière]. Évidemment, on ne pouvait pas utiliser le nom de l'entreprise. J'ai trouvé le nom de Transgénia pour transgénique. » De manière plus générale, André Forcier ajoute qu'« il y a actuellement une mouvance écologique importante. Tout le monde y est sensible. Moi, j'ai toujours été sensible à ça, sans être un militant comme Roy ou sa conjointe Christine Beaulieu qui joue le rôle de Mathilde dans le film. »

Dans *Les fleurs oubliées*, Mathilde, une avocate amoureuse de Payette, « subit une cure de débourgeoisement » et part elle aussi en croisade contre les multinationales et à la rescousse des employés agricoles.

Exploitation et produits toxiques

Les fleurs oubliées est donc une critique sociale acerbe et une condamnation des grandes multinationales qui s'enrichissent sur le dos des agriculteurs, distribuant des semences génétiquement modifiées et des produits chimiques. Le film aborde aussi la problématique concernant l'exploitation des ouvriers agricoles étrangers temporaires, dépourvus de toute protection sociale.

Dans ce monde d'exploitation extrême, du déni des droits de ces malheureux employés agricoles latinos américains, issus de pays

« C'est de la culture industrielle. Dans le temps, quand il y avait des cotons, on vivait avec. Aujourd'hui, les maïs ont tous 1200 grains par épis, ce qui permet à Donald Pilon de dire que dans le fond, les Québécois aiment ça quand c'est toujours pareil. Je pense que ça nous décrit un peu comme peuple. »

André Forcier



pauvres qui ne sont rien d'autre que des réservoirs incommensurables de main-d'œuvre bon marché, une journaliste (Juliette Gosselin) tente par tous les moyens de dénoncer cette injustice qu'on ne veut pas voir. Elle dérange, bousculant tout sur son passage. Au départ, elle n'est pas bien reçue par Payette qui souhaite tout laisser derrière lui et fuir à Mingan lorsqu'il aura accumulé assez d'argent en vendant son hydromel. La journaliste n'aura donc pas la tâche facile. En plus, elle doit trainer constamment son enfant avec elle, ce qui semble faire un clin d'œil aux difficultés de la conciliation précaire entre la famille et le travail, et amène son lot de scènes cocasses. Cela permet également d'aborder le thème de la filiation et de l'abandon, des éléments qui deviennent importants dans l'intrigue du film et dans le rapport entre les deux personnages.

Malgré le sérieux du sujet, le film propose un duo franchement très drôle d'un fermier un peu humaniste (Gaston Lepage) et d'un homme d'affaires impitoyable (Donald Pilon). « Dans la première version du synopsis, le personnage de Gaston Lepage était sur la même longueur d'onde que celui de Donald Pilon. Je trouvais que c'était un défaut, j'ai donc voulu créer une opposition entre les deux. Je n'ai pas voulu faire d'un cultivateur un personnage néfaste. » La chimie entre les deux acteurs fonctionne à merveille et représente l'une des forces des *Fleurs oubliées*.

L'humour du film est à son paroxysme dans le summum du désarroi. C'est ainsi qu'un travailleur décédé suite à l'inhalation de produits toxiques se voit servir du vin dans son cercueil et est en perpétuelle interaction avec ses compagnons de fortune.

Le film alterne ainsi entre le laid et le beau. Il y a des aspects très sombres comme la quasi-séquestration des travailleurs agricoles qui sont même privés de recevoir les lettres de leurs familles



et d'autres plus radieux comme cette nature grandiose de la Côte-Nord. Quand on l'interroge sur sa démarche, André Forcier explique : « Si on ramène ça au niveau d'un personnage, chacun a le bien et le mal en lui. Comme pour celui de Roy Dupuis, j'ai voulu lui donner un passé obscur, néfaste et là, il s'est réhabilité en prenant la relève du frère Marie-Victorin qui n'a pas continué son œuvre. Il plante des fleurs que Marie-Victorin considérait menacées. »

Payette poursuit ainsi le travail gigantesque amorcé par le grand botaniste, auteur de la magistrale *Flore laurentienne*, son œuvre maîtresse dressant l'inventaire floristique de la vallée du Saint-Laurent.

Le jardin secret de Marie-Victorin

Des décennies bien avant les scandales sexuels qui ont éclaboussé l'Église catholique, le frère Marie-Victorin avait déjà eu ses « aventures ». Comme quoi, la vie chaste dans les ordres est difficile, voire impossible. En effet, le frère a entretenu une relation épistolaire des plus passionnées avec Marcelle Gauvreau, qui n'était pas seulement son assistante, mais littéralement son bras droit, et une scientifique accomplie.

André Forcier n'a pas lu les correspondances entre les deux amoureux platoniques qui ont été publiées récemment et n'accorde pas dans son film une importance capitale à cette relation. Néanmoins, certains faits influencent l'intrigue. Jouée par Mylène Mackay, Marcelle devient dans son film la lointaine parente de Mathilde, l'avocate qui vit une aventure avec le personnage de Roy Dupuis. Puisque l'alter ego de ce dernier est Marie-Victorin, cela renforce leurs points communs et permet de faire des rapprochements entre les deux couples incarnés à l'écran.

Dans *Les fleurs oubliées*, on voit notamment Marie-Victorin qui fréquente des prostituées à Cuba afin d'étudier les parties intimes de la gent féminine. Pour le religieux, tout ce qui est humain ne doit pas être interdit à la curiosité scientifique. Pourtant, rien ne laisse croire que le frère a abjuré son vœu de célibat et tout indique que les amoureux n'ont jamais consommé leur amour. Quoique des rumeurs persistent.

Dans une confidence adressée à sa correspondante, Marie-Victorin l'explicite en ces mots « [Que le bon Dieu] nous réunisse bientôt de corps comme nous sommes sans cesse réunis par l'âme, en attendant que là-haut nous trouvions un petit coin où nous serons tranquilles et où personne ne songera à trouver mauvais qu'un homme comme moi et une femme comme vous n'aient qu'un seul cœur et une seule âme. »

À l'image d'un Québec beau et de plus en plus diversifié, *Les fleurs oubliées* propose une panoplie de thématiques, de personnages et de paysages de toutes les couleurs. Chacun y trouvera son compte que ce soit ceux qui sont concernés par l'avenir de la planète, ceux qui s'intéressent aux initiatives citoyennes ou aux personnes en marge de la société. Sans aucun doute, le film qui sortira le 25 octobre prochain fera des heureux, qu'ils soient des admirateurs de longue date du cinéaste ou des néophytes de son œuvre.

■

Les fleurs oubliées sera présenté
en primeur au Festival du nouveau cinéma
à Montréal du 9 au 20 octobre

dossier



Nos assiettes sont-elles — par Alexandra Guellil vraiment toxiques ?

Au moment de mettre sous presse, on apprenait que l'administration Plante bannirait à Montréal le glyphosate, retrouvé notamment dans le controversé herbicide *Roundup*, d'ici la fin de 2019. Et ce, à la veille du début de la Commission parlementaire sur l'usage des pesticides. Le Jardin botanique et certains terrains de golf devront donc trouver d'autres solutions pour lutter contre les mauvaises herbes. Montréal est la première municipalité à aller aussi loin au nom du « principe de précaution » espérant ainsi être suivie par d'autres municipalités et par le gouvernement du Québec qui a toutefois signifié qu'il n'était « *pas prêt* » à suivre cette tangente. Ceci même alors que de nombreuses études scientifiques associeraient l'usage des pesticides à la maladie de Parkinson. Mais, pourquoi s'emballe-t-on autant au sujet de l'usage des pesticides ?

Dans les faits, plus de la moitié des échantillons de chou frisé (chou kale), provenant des États-Unis, sont contaminés par un éventuel produit chimique cancérigène. Même constat pour les fraises, les épinards, les nectarines, les pommes, les raisins, les pêches, les cerises, les poires, les tomates, le céleri et les pommes de terre.

Chaque année, l'organisme américain *Environmental Working Group* (EWG) dresse une liste des aliments les plus contaminés en évaluant leur teneur en pesticides. Le document établit à plus de 225 le nombre de produits retrouvés sur des fruits et légumes que les Américains mangent tous les jours, et ce, même s'ils ont été lavés ou pelés.

Quatre-vingt-douze pour cent des échantillons de chou kale, un légume populaire pour sa richesse en vitamines et en antioxydants, sont aromatisés aux pesticides. Jusqu'à 18 résidus différents ont pu être retrouvés sur un seul échantillon. Et, dans plus de la moitié des cas, le fautif était le Dacthal (DCPA), un herbicide classé depuis 1995 comme potentiellement cancérigène par l'Agence américaine de protection de l'environnement.

Aux États-Unis, environ 70% d'aliments sont vendus avec des résidus de pesticides. Bien que ces données soient américaines, elles pourraient certainement se valider au Québec. Selon *Sage Pesticides*, un outil d'information sur l'usage des pesticides accessible à tous, les analyses sur les rats et les lapins ont révélé que le DCPA est cancérigène particulièrement pour ce qui est de la thyroïde, du foie ou des reins. Bien qu'il soit utilisé chez nous, il est interdit en Europe depuis 10 ans.

Le chou frisé n'est pas l'unique aliment contaminé : plus de 90% des échantillons de fraises, de pommes, de cerises, d'épinards, de nectarines ont donné des résultats positifs en ce qui concerne les résidus de deux ou plusieurs pesticides. Par contre, les avocats, le maïs sucré, les ananas, les pois sucrés congelés, les oignons, les papayes, les aubergines, les asperges, les kiwis, les choux et les choux-fleurs, les cantaloups, les brocolis, les champignons et les melons miel sont les aliments qui ont révélé de faibles concentrations de produits toxiques.

Sauvés par le bio ?

Les données scientifiques sont unanimes : une alimentation basée sur la consommation de fruits et de légumes, des produits frais qu'ils soient biologiques ou conventionnels, et ce dans la mesure des possibilités budgétaires, est essentielle à une bonne santé. Une étude française publiée dans le *JAMA Internal Medicine*, un journal de l'American Medical Association, le confirme : les consommateurs qui optent pour une alimentation biologique ont 25 % moins de risques de contracter un cancer.

Bernard Lavallée, mieux connu comme « Le nutritionniste urbain » rappelle toutefois que si on utilise des pesticides en agriculture conventionnelle, on en utilise également en agriculture biologique : ce sont des pesticides et engrais chimiques dits de synthèse. « *C'est vrai que lorsqu'on regarde les études, il y a moins de traces de pesticides sur les fruits et les légumes cultivés en agriculture biologique*, explique M. Lavallée. *Par contre, si je mange une pomme exposée à des pesticides, je n'aurai pas tant de craintes que cela parce que la pomme contient plein d'autres molécules qui me protégeront probablement de l'effet potentiel que ces pesticides pourraient avoir.* »

Le nutritionniste interpelle sur l'importance de continuer à manger des fruits et des légumes et soutient que les aliments cultivés au Québec ont généralement « *moins de traces de pesticides que ceux qui sont importés* ». Outre le fait de manger bio, il partage ses trucs pour diminuer notre consommation de pesticides comme acheter des produits locaux et le moins transformés ou laver, frotter et enlever la pelure des fruits et des légumes.

Chose certaine : si l'une des solutions est liée à l'analyse approfondie du contenu de notre assiette, on ne peut passer outre les problématiques de fraudes alimentaires et d'étiquetage des aliments qui gagnent de plus en plus de terrain au pays.

Un usage maladif

M. Lavallée insiste : les consommateurs ne sont exposés qu'à « *de petites doses de pesticides qui ne semblent pas avoir d'effets néfastes pour notre santé. Ce qui n'est pas le cas des agriculteurs qui y sont confrontés à de grandes doses* ».

Dans les années 1970, Serge Giard travaillait dans la ferme avec son père, agriculteur en production laitière. Dix ans après, il devient propriétaire et continue d'exploiter de façon conventionnelle sa ferme, jusqu'à la fin des années 1999 où il vend son troupeau pour cultiver des céréales de façon biologique.

Exit donc les semences génétiquement modifiées. Il fertilise ses terres avec des plantes ou lisiers, s'équipe en machinerie et s'implique dans des organismes comme Vigilance OGM. « *Ce virage, c'était surtout pour l'environnement et pour avoir la satisfaction de savoir que les personnes qui consomment mes produits préservent leur santé* », explique-t-il.

Sauf que lorsqu'il exploitait de façon conventionnelle, M. Giard utilisait tous les produits et intrants chimiques de l'agriculture industrielle. On parle d'herbicides ou d'insecticides comme l'atrazine, le glyphosate ou la pyrèthrine qu'il appliquait sans masque, gants ou autres protections.

À l'époque, les risques et la toxicité de ces produits n'étaient pas divulgués. « *Peut-être que l'industrie le savait, mais l'information ne se rendait pas jusqu'à nous et même jusqu'aux agronomes. Enfin c'est ma perception. C'est comme si on avait tenu à garder l'agriculteur ignorant de ces dangers-là.* »



Rapports médicaux à l'appui, M. Giard mène aujourd'hui un combat contre le Parkinson, une maladie qui n'est pas encore reconnue comme professionnelle par la CNESST, bien que l'Assemblée nationale ait adopté une résolution pour moderniser le régime et actualiser la liste des maladies professionnelles en mai dernier. En attendant que les choses changent et même s'il ne sera jamais indemnisé, faute d'avoir cotisé, il cherche à regrouper d'autres agriculteurs qui subissent « *les dégâts irréversibles sur leur santé de l'usage des insecticides* ».

Blâmer les agriculteurs...

Les producteurs sont-ils responsables de ne pas réduire leur usage des pesticides ? Après tout, même si certains produits sont toxiques, ils ont le droit de les utiliser tant qu'ils respectent les normes imposées par l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA).

Ne devrait-on pas prendre en compte leurs impératifs qu'ils soient économiques ou autres ? « *On rend souvent les producteurs responsables d'une problématique qui est un peu hors de leur contrôle. C'est comme si on critiquait sans cesse un camionneur parce qu'il pollue avec du diesel alors qu'il devrait utiliser l'électricité* », vulgarise Benoît Legault, directeur général des Producteurs de grains du Québec. « *On parle quand même de professionnels de la terre, qui vivent grâce à elle, et qui à la fin de l'année doivent faire autant de revenus que de dépenses. Ils ne font que maintenir leur entreprise à flot. Ils sont de plus en plus conscients qu'ils doivent abaisser leur empreinte écologique et font de réels efforts.* »

Pour Louise Henault-Éthier, cheffe des projets scientifiques à la Fondation David Suzuki, c'est le gouvernement qui a mal fait ses devoirs en autorisant la mise en marché de produits toxiques créant ainsi de nouveaux enjeux en santé publique et environnementale. « *Je crois sincèrement qu'on devrait mieux soutenir une*

agriculture qui permet de nourrir nos populations en arrêtant de s'inquiéter de l'exportation qui génère très peu de profits, soutient-elle. Se rattacher au commerce international pousse nos producteurs vers des pratiques non durables qui sont nocives pour leur santé, pour la nôtre et pour l'environnement. »

Mme Henault-Éthier est persuadée que Québec peut faire le choix d'une agriculture sans pesticides, quitte à y aller graduellement en commençant par proscrire leur usage lorsqu'il est non justifié et non nécessaire. « C'est un peu comme si un pharmacien prescrivait un antibiotique au cas où on tombe malade, c'est pareil pour nos cultures. »

...ou les institutions ?

En mars dernier, un tribunal fédéral américain a condamné Monsanto, propriété du groupe Bayer, à verser 81 millions \$ US à Edwin Hardeman qui a utilisé à titre privé du Roundup, un herbicide à base de glyphosate pendant près de trois décennies et a contracté le lymphome non hodgkinien (LNH), une forme de cancer du système immunitaire.

Cette cause a eu un écho au Canada puisqu'elle a permis d'accéder à des documents qui auraient, selon certains groupes de défense de l'environnement et de la santé, permis à l'ARLA de réhomologuer le glyphosate pour 15 ans alors même que les démarches américaines ont révélé que Monsanto et Bayer ont modifié ou changé des études scientifiques en 2017. Rappelons que le Roundup de Monsanto est l'herbicide le plus vendu au pays.

Au Québec, une demande d'action collective a été déposée le 21 mai 2019 par Liliane Paquette, au nom des résidents de la province qui ont reçu un diagnostic de LNH ou exposé au Roundup entre 1976 et la date du jugement. Mme Paquette réclame 10 millions \$ en punitif. « Si c'est vrai que c'est une première ici, reste à voir si le recours au Québec sera autorisé », précise Geneviève Paul, directrice générale du Centre québécois du droit de l'environnement.

Précisions que le même mois, une demande quasi similaire a été déposée en Saskatchewan par un producteur qui estime lui aussi que le Roundup pourrait être la cause de son cancer.

Des alternatives aux pesticides

En 2017, les pesticides bios ou de synthèses représentaient 81,6% des ventes totales dans le milieu agricole québécois. Si c'est un peu moins qu'en 2016, c'est 9,2 % de plus qu'en 1992, soit la première année des compilations de telles données par le ministère de l'Environnement. « En 1992, les risques des produits étaient plus élevés qu'aujourd'hui, nous explique-t-on par courriel. Même si les quantités vendues augmentent un peu, les pesticides sont moins à risque. »

Les quantités vendues ne reflètent pas toujours les risques encourus, souligne Marie-Hélène April, coordonnatrice de la stratégie phytosanitaire au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ). Grâce à un indicateur de risque des pesticides, le classement de leurs risques est évalué et l'intervention peut se faire en amont.

Elle nous assure qu'avec les années, nombreux sont les outils qui ont été développés pour aider les intervenants des milieux agricoles à faire des choix plus judicieux. « Identifier l'ennemi de la culture est notre premier défi », détaille l'agronome.

De plus, les aides financières accordées aux producteurs ont été bonifiées afin de se tourner vers d'autres solutions comme l'achat de filets anti-insectes ou d'équipements de désherbage thermique. À titre d'exemple, « environ 30 % des producteurs de pommes auraient utilisé les phéromones pour lutter contre le carpocapse, affirme Mme April. Ce qui réduit de 70% l'utilisation d'insecticides de synthèse juste pour lutter contre cet insecte. » Idem pour ceux qui auraient utilisé des trichogrammes pour lutter contre la pyrale du maïs sucré, réduisant ainsi en totalité leur application de pesticides dans les champs.

Démocratiser les solutions

Bien souvent, les premières victimes des pesticides sont celles qui ont moins de revenus. Entre le gaspillage alimentaire qui ne cesse de croître et la popularité grandissante des banques alimentaires, auxquelles de plus en plus de familles font appel, les contradictions n'ont jamais autant comblé les vides dans nos assiettes.

L'affaire Louis Robert

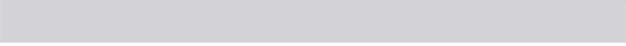
LOUIS ROBERT © JANYLÈNE SAVARD/MAPAQ



En octobre 2017, le fonctionnaire fort de 32 ans d'expérience, conseiller-expert en grande culture au Ministère de l'Agriculture des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), a dénoncé dans les médias l'ingérence du privé dans la recherche publique sur les pesticides.

Ce n'était pas la première fois que M. Robert prenait position. Il avait déjà dénoncé certaines pratiques à l'interne sans résultat. Des documents jugés « accablants » ont été partagés avec des journalistes dans l'espoir de faire bouger les choses. Ceci six mois après l'entrée en vigueur de la Loi facilitant la divulgation d'actes répréhensibles à l'égard des organismes publics qui aurait dû le protéger d'éventuelles représailles de son employeur.





« Il n'y a aucune incompatibilité entre les objectifs économiques et environnementaux. »

M. Robert s'est fait congédier du MAPAQ, au même moment où l'ex-secrétaire générale du Ministère - qui a divulgué son nom - obtenait une promotion. Dès la réception des informations, le MAPAQ a commandé une enquête administrative pour « découvrir et punir la source du tapage médiatique » sur l'ingérence du privé dans les études publiques sur les pesticides, selon plusieurs médias.

L'identité de Louis Robert, devenu lanceur d'alerte, a été dévoilée au sous-ministre Marc Dion par la personne responsable d'assurer sa confidentialité et transmise par le MAPAQ au ministère du Travail, alors même qu'il était censé être protégé par la loi. Son syndicat a déposé plusieurs griefs.

Débat national

Cette controverse a déclenché un débat national sur l'usage des pesticides et sur la protection des lanceurs d'alerte. Quelques articles de presse et un rapport de la Protectrice du citoyen plus tard, le gouvernement Legault a promis une modification de la Loi sur les lanceurs d'alerte et la mise en place d'une commission parlementaire sur les impacts des pesticides sur la santé publique.

Depuis, M. Robert a été réintégré à son poste au MAPAQ et M. Dion a démissionné. Au mois de juin dernier, le premier ministre Legault a offert les excuses de son gouvernement à l'agronome reconnaissant « qu'une série d'erreurs dans le processus administratif au ministère a conduit à son congédiement injustifié ».

Au delà du scandale politico-médiatique, M. Robert reste un expert quand il s'agit de s'interroger sur la santé de nos sols. *L'itinéraire* a eu l'occasion de s'entretenir avec lui sur le sujet.

Pensez-vous que votre action a été bénéfique pour votre organisation et pour l'ensemble du Québec ?

Oui, bien que je ne peux pas dire jusqu'où les choses iront. Vous savez, mon histoire a été révélée au public, mais il ne s'agit que d'une prolongation de ce que l'on fait au jour le jour. On essaye de développer des projets, faire des démonstrations et tenir des journées de formation qui vont vers la réduction de l'usage des pesticides sous l'angle de la rentabilité.

Qu'attendez-vous de la commission parlementaire sur les pesticides ?

Mes attentes sont plutôt réalistes : débattre d'enjeux agricoles de façon responsable et ouverte. Ma principale crainte est qu'elle amène plus de confusion dans la gestion du problème. Si l'exercice est important pour l'information publique, elle ne produira pas toutes les solutions pour la réduction des pesticides parce que la plupart d'entre elles sont déjà connues mais négligées.

La rentabilité est-elle forcément négative pour l'environnement ?

Contrairement à ce que le grand public peut penser, il n'y a aucune incompatibilité entre les objectifs économiques et environnementaux. Si je prends l'exploitation agricole québécoise type de 2019 en essayant de l'amener vers une meilleure rentabilité, je choisirai d'inclure des pratiques culturales qui auront inévitablement des impacts positifs sur l'environnement. Dès qu'on cultive, les impacts sont négatifs sur le sol. On essaye donc de réduire le travail du sol, ce qui a un potentiel d'augmentation de rendements, donc de rentabilité. Le tout en réduisant les coûts de production et l'impact environnemental.

Certains agronomes risquent une suspension de leur droit de pratique quant à leur usage des pesticides...

Sans avoir les détails de cette affaire, elle ne me surprend pas. Ce n'est un secret pour personne : je me suis présenté au poste de président de l'Ordre des agronomes justement pour essayer de contribuer à réorganiser les pratiques agronomiques. Ce qu'il se passe actuellement est un problème qu'on essaye d'éviter, mais qui revient toujours : il existe des conflits d'intérêts qui touchent les agronomes employés par les compagnies qui vendent les pesticides alors qu'ils préparent aussi des recommandations. Selon moi, être à la fois employé de ces entreprises et signer de tels documents est une infraction au code de déontologie. On est pris dans un cercle vicieux. Je ne fais le procès de personne : ma seule démarche est d'améliorer les pratiques agricoles et on ne pourra pas faire cela tant et aussi longtemps qu'il y aura une confusion autour des services agronomiques : le service-conseil devrait être distinct de la vente du produit.

Comment se portent nos sols au Québec ?

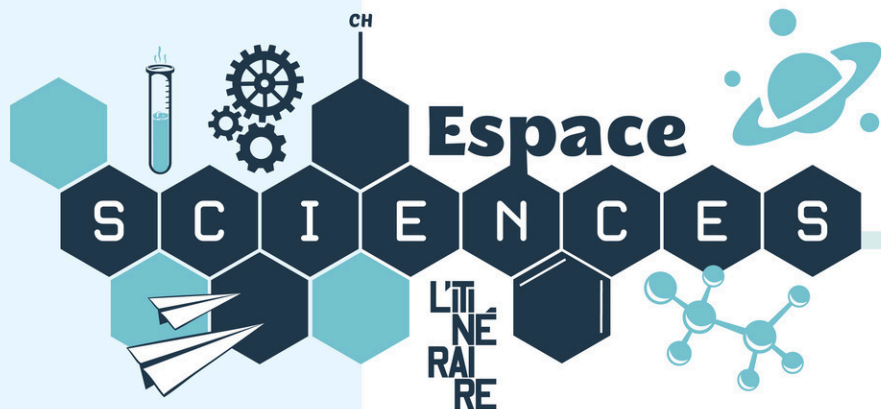
On a un gros travail à faire : il faudrait examiner le profil de nos sols, regarder ce qu'il se passe sous la surface pour expliquer pourquoi les rendements sont décevants certaines années. Les sols ne sont pas tous égaux : pour un même climat, certains se portent beaucoup mieux que d'autres. La situation n'est donc pas uniforme sur l'ensemble de la province, mais je vous dirai que la qualité du sol est loin d'être optimale. Les deux principaux problèmes sont en lien avec les propriétés physiques comme la pulvérisation due au travail intensif du sol et la compaction qui touche plus les profondeurs. La santé des sols est très large : on peut parler par exemple de la perte de sédiments, de l'érosion, des pertes de nitrates et phosphates dans les cours d'eau ou de la rentabilité de la production. Mais ce qu'il faut retenir c'est qu'un sol en santé produira beaucoup plus en exigeant moins.

L'usage des pesticides a-t-il un impact sur la santé des sols ?

Pas directement. Un sol en santé aura besoin de beaucoup moins de pesticides. Le meilleur herbicide qu'il puisse y avoir, c'est l'ombrage créé par la culture principale. Si elle se développe très bien, il y aura beaucoup moins de place pour les mauvaises herbes. Une des techniques est donc d'occuper la superficie le plus longtemps possible par une culture vivante, si ce n'est pas la culture principale, ce sera celle de couverture. Et en faisant cela, on améliore la santé des sols et donc la rentabilité.

L'agriculture québécoise a-t-elle vraiment besoin des pesticides ?

Bien souvent, on applique des pesticides sans en avoir vraiment besoin. On utilise ces produits alors que des recherches objectives, payées par des fonds publics, ont démontré que l'on n'avait pas besoin de les appliquer pour des raisons agronomiques. Je crois qu'il y a un grand manque d'information qu'il faut pallier, car le message dominant est celui des compagnies. Le monde agricole est forcé d'accélérer son changement de cap vers des pratiques plus respectueuses de l'environnement et plus rentables. Sans retourner en arrière, mais avec des méthodes scientifiquement prouvées, on peut arriver à nourrir plus de monde en occupant moins de terrain. Mon système d'agriculture idéal se situe entre le bio et les conventionnels d'avant-garde : il trouve un équilibre entre l'utilisation des machineries, des pesticides, les dépenses et le travail du sol.



par Yves Grégoire

Participant - distribution

Tout est science.
Des confins de
l'univers à la nature
qui nous entoure,
dans la technologie
de tous les jours en
passant par la vie
sur Terre, la science
est partout.

Arbre de métal antipollution

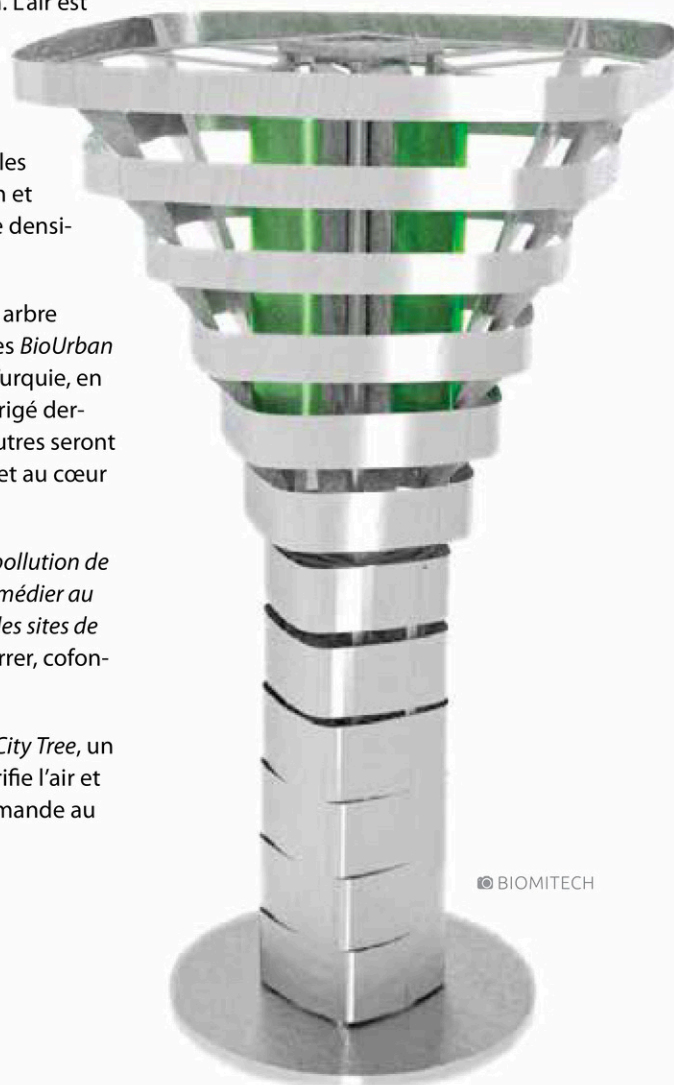


Afin de combattre la pollution, l'entreprise Biomitech propose aux grandes villes du monde d'ériger des arbres artificiels qui absorbent la pollution. L'air est purifié grâce à des micro algues situées à l'intérieur de cette structure métallique haute de quatre mètres et constituée de cylindres. Reproduisant le processus de photosynthèse, et ce, 365 jours par an, les *BioUrban* valent autour de 50 000 \$ chacun et peuvent être placés dans des zones à forte densité urbaine, peu propice au reboisement.

Selon l'entreprise fondée en 2016, chaque arbre artificiel équivaut à 368 arbres naturels. Des *BioUrban* ont été implantés jusqu'à maintenant en Turquie, en Colombie et au Panama. L'un d'eux a été érigé dernièrement à Puebla au Mexique et deux autres seront ajoutés à Monterrey dans le nord du pays et au cœur de la capitale, Mexico.

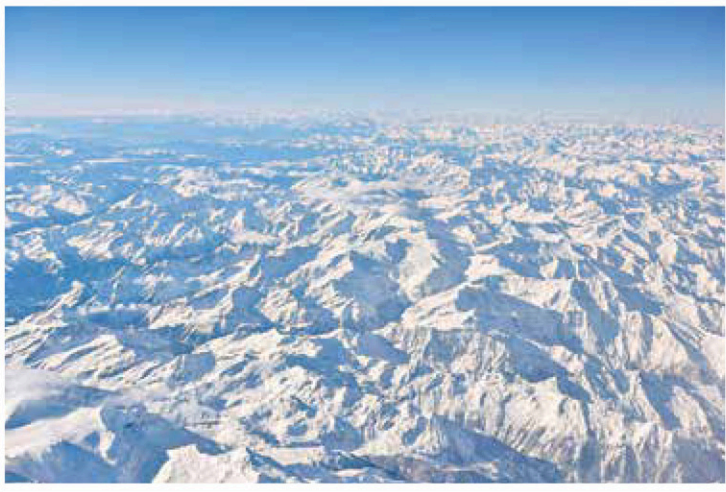
« Ce système ne prétend pas en finir avec la pollution de la ville de Mexico, il vient en soutien, pour remédier au problème de pollution des intersections ou des sites de grande affluence », précise à l'AFP Jaime Ferrer, cofondateur de Biomitech.

Cette nouvelle technologie ressemble au *City Tree*, un mur constitué de mousse végétale qui purifie l'air et qui a été lancé en 2015 par la *start-up* allemande au Green City Solutions.



© BIOMITECH

PXHERE



Étés glaciaires

2

Selon une étude de chercheurs de l'Ifremer (Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer) en collaboration avec l'université de Columbia et publiée dans la revue *Geology*, il y aurait eu des étés chauds durant la période glaciaire. Ceux-ci auraient provoqué d'importantes fontes des calottes de glace, ce qui a entraîné un ralentissement du flux océanique et a eu un impact sur le climat.

Des sédiments vieux de 154 à 158 milliers d'années ont été prélevés dans l'Atlantique Nord-Est au large de Brest en France. Ces sédiments comportaient des graviers caractéristiques d'un épisode très froid, appelé d'Heinrich. Ils viennent de l'avant-dernière glaciation datant d'il y a 130 000 à 190 000 ans. À cette époque, il n'y avait qu'une centaine de milliers d'Homo sapiens. Le glacier entourait l'Atlantique Nord des États-Unis aux îles Britanniques.

Cette hypothèse expliquerait aussi la débâcle massive d'icebergs à cette période considérée comme l'avant-dernière glaciation. Lors de ces « étés glaciaires », la couche d'eau, qui avait entre 0 à 1500 mètres de profondeur, se serait réchauffée produisant les icebergs et aurait emporté les sédiments dans l'Atlantique Nord-Est.

L'étude porte sur une période très courte, mais extrapolée pour les grandes glaciations dont la durée varie entre 20 000 à 400 000 ans, il est possible de suggérer des saisonnalités. Une compréhension améliorée de ce phénomène pourrait nous aider à mieux appréhender nos changements climatiques actuels.



Manchot géant

3

Des chercheurs du Musée de Canterbury ont annoncé la découverte du fossile d'un manchot géant mesurant 1,6 m et pesant 80 kg dans l'Île-du-Sud de Nouvelle-Zélande. Il serait donc 40 cm plus grand et quatre fois plus lourd que le manchot empereur, le plus grand et le plus lourd des manchots contemporains. Le *Crossvallia waiparensis* vivait il y a 66 à 56 millions d'années au Paléocène.

Un premier fossile a été trouvé en 2018, mais c'est seulement à la mi-août de cette année, avec la découverte d'un second fossile, que cette nouvelle espèce d'oiseau marin a été confirmée par les scientifiques dans une publication parue dans *l'Alcheringa : An Australasian Journal of Palaeontology*.

La Nouvelle-Zélande est reconnue pour ces oiseaux géants disparus, tel le moa (*Dinornis*) qui mesurait 3,60 m et pesait 200 kg, l'aigle de Haast dont l'envergure était de trois mètres et l'*Heracles inexpectatus*, un perroquet géant de près d'un mètre.



Qu'est-ce qui
influencera ton vote
aux prochaines
élections?

Dans la tête
des camelots

Une histoire de clique et d'argent

Je suis déçu du Parti libéral et de l'attitude de Justin Trudeau. Il y a pour commencer le scandale autour de SNC-Lavalin et de la ministre Wilson-Raybould. Il y a aussi son voyage en Inde et son entente avec les États-Unis et le Mexique. Je ne pense pas qu'on en sort gagnant. Trudeau n'a pas tenu parole non plus au sujet des changements climatiques. Et, il y a la légalisation du pot. C'est encore une histoire de clique et d'argent : ce sont d'anciens libéraux qui ont investi dans cette industrie et qui vont se remplir les poches. Je vais donner une chance au Bloc Québécois et à Yves-François Blanchet.

JEAN BOISVERT

CAMELOT MONT-ROYAL / FULLUM ET SHERBROOKE / TRIANON

L'avenir de nos enfants

Il ne faut pas banaliser l'exploitation pétrolière. On doit encourager l'achat de voitures électriques et faire attention aux changements climatiques pour l'avenir de nos enfants. Je ne suis pas pour le Parti vert pour autant.

BENOÎT CHARTIER

CAMELOT MÉTRO CÔTE-VERTU

Défendre nos intérêts à Ottawa

La question de la langue me préoccupe, donc je vais voter pour le Bloc Québécois. Ils sont les mieux placés pour défendre nos intérêts à Ottawa. Ils vont faire des suggestions qui devront être respectées. Il faut aussi trouver des solutions pour ne pas mettre des gens dans la rue. Ce n'est pas évident de retourner à l'école quand tu as 50 ans et que tu perds ton emploi.

JACQUES ÉLIZÉ

CAMELOT SAINT-LAURENT / SAINTE-CATHERINE

Un beau cadeau

Je n'ai pas l'intention d'aller voter, car je ne m'implique pas dans les affaires gouvernementales, mais si je votais, ce serait pour M. Trudeau. Il m'a fait un beau cadeau. Maintenant, il y a des magasins de « produits naturels » et on peut relaxer sur la rue en toute tranquillité.

ANTOINE DESROCHERS

CAMELOT ÉPICERIE METRO, SAINT-HUBERT / BOUCHER

Priorité : l'environnement

Je ne vote pas, parce que je trouve ça difficile de faire un choix et je ne suis pas sûr que mon vote compte vraiment. Mais, si je votais, ce serait pour le Parti vert pour la protection de l'environnement. C'est ce qui est le plus important et le plus urgent. On devrait régler ça en priorité.

SYLVAIN PÉPIN-GIRARD

PARTICIPANT ENTRETIEN MÉNAGER

Ligne bleue et fierté gaie

Ce qui va influencer mon vote, c'est la gentillesse et le travail de Justin Trudeau. Lorsque nous l'avons interviewé, il a été accueillant et à l'écoute, donc j'ai l'intention de revoter pour lui. J'apprécie qu'il investisse dans le prolongement de la ligne bleue et qu'il appuie la fierté gaie.

JEAN-CLAUDE NAULT

CAMELOT MÉTRO CHAMP-DE-MARS

Mon devoir de citoyen

Comme tout le monde, une chose qui me touche beaucoup, mais dont les politiciens ne parlent pas assez, c'est l'environnement. Je suis aussi un gars sensible à l'économie. Sinon, comme je vieillis, je commence à être de plus en plus préoccupé par ce qui concerne les personnages âgés, les systèmes de retraite et tout ça. Je ne sais pas encore pour qui je vais voter, mais je vais faire mon devoir de citoyen.

GAÉTAN PRINCE

CAMELOT MÉTRO BONAVENTURE ET PROMENADE MASSON

Une belle approche

Je trouve que Trudeau a une belle approche avec le monde. Il est très présent dans les défilés et les autres événements publics. Ça n'a pas été facile pour lui avec le président américain, mais il dépense beaucoup et investit dans l'économie. Ce qui m'interpelle le plus, c'est les questions environnementales et les changements climatiques.

MAXIME VALCOURT

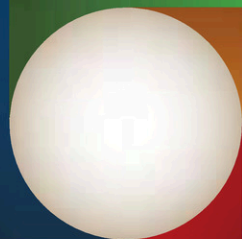
CAMELOT THÉÂTRES DU RIDEAU VERT ET DU NOUVEAU MONDE

Élections fédérales

exclusif



Dans la tête
des chefs



La pauvreté dans la mire

par **Laurent Soumis**

Quatre des cinq principaux partis fédéraux s'engagent à poursuivre la lutte contre la pauvreté et l'itinérance, de même que la construction des logements sociaux, révèle un coup de sonde de *L'itinéraire* réalisé le mois dernier tout juste avant le déclenchement des élections fédérales. Et dans l'éventualité d'un gouvernement minoritaire, les tiers partis susceptibles de détenir la balance du pouvoir sont tous déterminés à exiger davantage d'efforts et de résultats.

Dans les semaines qui ont précédé la Fête du travail, *L'itinéraire* a mis au défi les cinq chefs de partis de se commettre sur trois thèmes chers au magazine. Quatre d'entre eux ont accepté.

Pour les libéraux, Justin Trudeau, a défendu son bilan et expliqué sa vision. De leur côté, les chefs des trois oppositions, Jagmeet Singh (Nouveau Parti démocratique), Yves-François Blanchet (Bloc québécois) et Elizabeth May (Parti vert) ont fait part de leurs critiques et de leurs propositions.

Aidés de leurs conseillers, ces leaders ont accepté de répondre de façon studieuse à plus d'une vingtaine de questions, dont plusieurs étaient très pointues. Seul le chef du Parti conservateur, Andrew Scheer, a décliné l'invitation. «...» il n'a pas, non plus, expliqué sa décision.

Un soutien sans équivoque

De façon unanime, les quatre chefs qui ont participé à l'exercice réitérent leur engagement et leur soutien envers les organismes du milieu qui combattent la précarité.

Ainsi, depuis notre dernière entrevue en 2017, le chef libéral Justin Trudeau n'a pas changé d'avis. « *Les experts sont ceux qui sont sur le terrain, font le travail et connaissent leur monde* », répète celui qui représente la circonscription montréalaise de Papineau depuis 11 ans. Les organismes communautaires doivent donc faire partie de la solution.

Nouveau venu sur la scène fédérale depuis neuf mois, le chef bloquiste Yves-François Blanchet tente de se faire élire dans Beloeil-Chambly en Montérégie. Il s'engage à soutenir les groupes qui œuvrent sur le terrain de la pauvreté, de l'itinérance ou du logement social. « *Oui, oui, oui* », trois fois oui, résume-t-il à sa façon.





Liberal



Le chef néo-démocrate Jagmeet Singh, qui en est lui aussi à sa première élection générale, fête son deuxième anniversaire à la tête du NPD. Il joue sa réélection dans Burnaby-South, en banlieue de Vancouver. Il promet de « *bonifier* » les budgets et d'assurer « *un financement stable* » aux organismes pour qu'ils puissent « *prévoir leurs activités à long terme* ». Il se dit convaincu que les organismes sont les mieux placés pour « *identifier adéquatement les besoins sur le terrain* ».

« *Les organisations de la société civile jouent un rôle important dans l'élaboration et l'exécution des programmes de lutte contre la pauvreté* », abonde la cheffe du Parti vert, Elizabeth May, qui sollicite un troisième mandat dans Saanich-Gulf Islands, sur l'île de Vancouver. Leader du parti depuis 13 ans, elle promet un financement « *récurrent (...) jusqu'à ce que nous ayons résolu ensemble le problème de la pauvreté au Canada* ».

De multiples visages

Invité le premier à s'exprimer sur la précarité, Justin Trudeau insiste pour dire que « *la pauvreté au Canada a plusieurs visages* ».

« *C'est un enfant qui n'a pas déjeuné avant d'aller à l'école, une maman qui jongle entre plusieurs emplois pour subvenir aux besoins de sa famille, un jeune à la rue qui n'a pas terminé ses études secondaires. Pour certains, la pauvreté c'est où on va dormir ce soir, qu'est-ce qu'on va manger demain et comment on va se rendre à son prochain chèque de paie.* »

« *Notre gouvernement veut faire plus que les aider à subvenir à leurs besoins quotidiens, ajoute le premier ministre. On veut les aider à avoir espoir en ce que l'avenir réserve en leur donnant les outils nécessaires pour réussir.* »

Au cours du dernier mandat, « *le Canada a atteint le plus faible taux de pauvreté de son histoire, soutient le chef libéral. Environ 825 000 personnes de moins vivent dans la pauvreté.* »

Un Canadien sur 10

Justin Trudeau attribue principalement cette performance aux 22 milliards \$ investis dans la Stratégie canadienne de réduction de la pauvreté, Une chance pour tous, qui a permis d'atteindre sa première cible (20 %) de réduction « *trois années avant ce qui était prévu* ». Selon les barèmes actuels, 1 Canadien sur 8 vivait dans la pauvreté il y a quatre ans. En 2017, la proportion n'était plus que de 1 personne sur 10. Justin Trudeau vise maintenant l'objectif de 1 Canadien sur 17, en 2030.

Le chef libéral souligne que l'Allocation canadienne pour enfants (25 milliards \$ sur cinq ans) a beaucoup contribué à l'atteinte de ce résultat. « *En deux ans, le nombre d'enfants qui vivent dans la pauvreté a diminué de près de 300 000* », affirme Justin Trudeau.

Le gouvernement a aussi bonifié le Supplément de revenu garanti versé aux retraités les moins fortunés (7 milliards \$ en 10 ans). « *Plus d'âinés peuvent prendre leur retraite dans la dignité et la sécurité* », souligne le chef libéral.

Le bouton à quatre trous

Le Bloc québécois a appuyé plusieurs des mesures présentées par les libéraux, notamment celle sur la réduction de la pauvreté, concède le chef Yves-François Blanchet. « *Le Bloc a toujours soutenu les mesures qui améliorent la vie des familles québécoises.* »

Ce qui ne l'empêche pas de critiquer la voie choisie par les libéraux. « *La stratégie d'ensemble de lutte à la pauvreté doit relever du gouvernement du Québec, plaide-t-il. Le fédéral n'a pas à imposer une vision pancanadienne par le biais de reddition de comptes. Il doit agir en appuyant les provinces par des transferts sans condition.* »

« *Pas besoin de réinventer le bouton à quatre trous, résume-t-il. Ottawa doit d'abord respecter ce qui existe et qui fonctionne déjà, notamment l'approche globale du Québec et de ses groupes en itinérance.* »

Des annonces répétitives

De leur côté, les néo-démocrates rappellent qu'ils réclament depuis longtemps « *des cibles claires* » en matière de réduction de la pauvreté. Selon le chef Jagmeet Singh, « *les libéraux auraient pu faire beaucoup plus pour les familles* ». Pour lui, les annonces ont souvent consisté « *en des 'ré-annonces' de fonds déjà promis, et très peu de nouveaux fonds* ».

Le chef du NPD assure que son « *approche est plus complète et globale que celle des libéraux* ». Son parti promet de construire 500 000 unités de logements « *sociaux et abordables* » en y consacrant 5 milliards \$ « *dans la première année et demie d'un gouvernement néo-démocrate* ».

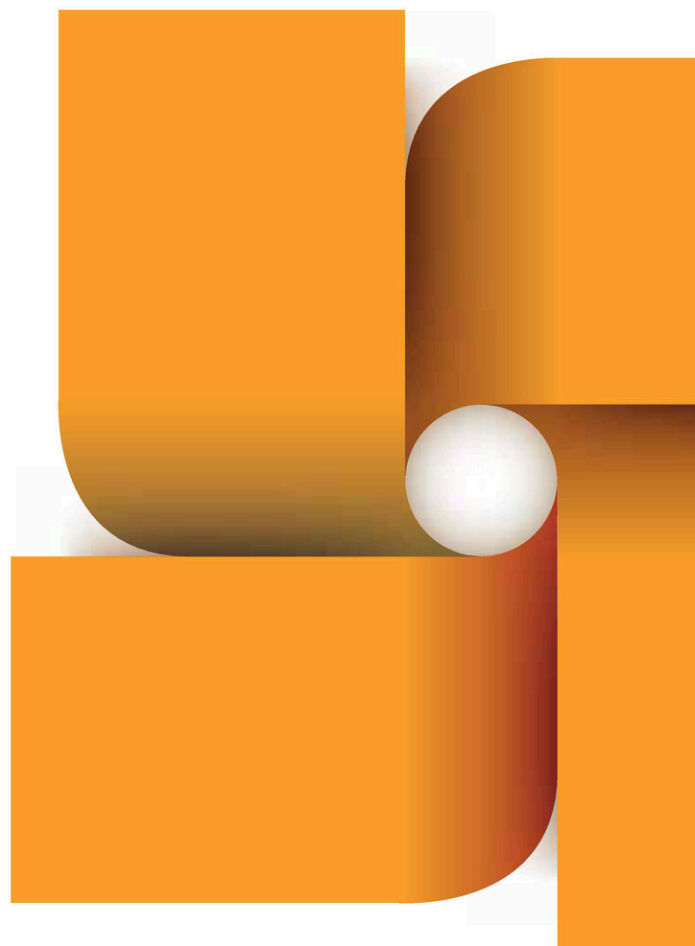
« *Quant aux conservateurs, ajoute-t-il, ils préfèrent laisser les plus vulnérables se débrouiller seul plutôt que d'implanter des solutions collectives aux problèmes.* » Sur ce point, il partage l'analyse de Justin Trudeau pour qui « *les conservateurs aiment dire qu'ils sont au service du vrai monde, mais lorsqu'ils sont au pouvoir, ils baissent les impôts des mieux nantis et imposent l'austérité.* »

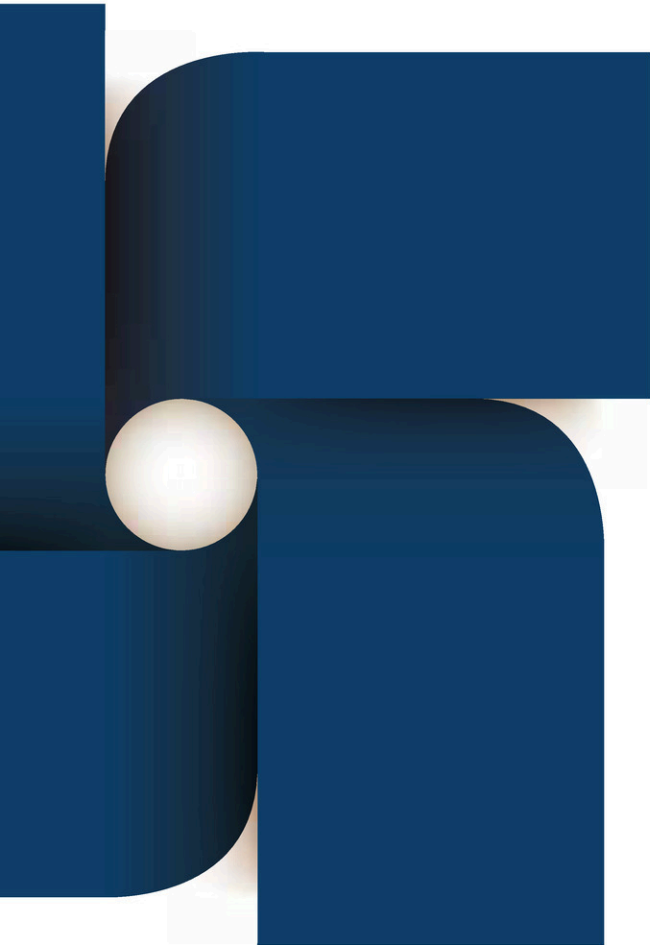
Un projet pilote

Le NPD a un programme ambitieux : un salaire minimum (fédéral) à 15 \$ l'heure, un « *projet pilote* » de revenu minimum garanti, un système public d'assurance-médicaments « *universel* » et pancanadien, un réseau de services de garde, une réduction des frais de scolarité.

Il veut aussi s'attaquer à la pauvreté chez les enfants, « *en particulier dans les communautés autochtones* ». « *Un programme pancanadien de nutrition scolaire veillera à ce qu'aucun enfant n'entre dans sa classe le ventre vide.* »

Tout comme les autres chefs, Jagmeet Singh promet de détailler le coût de ses engagements en cours de campagne. Mais, assure-t-il, « *tous nos engagements touchant la lutte contre la pauvreté s'ajouteront aux engagements pris par le gouvernement actuel* ».





Un régime universel

De leur côté, les verts sont aussi favorables au relèvement à 15 \$ du salaire minimum. Mais ils sont prêts à instaurer un revenu minimum garanti à grande échelle. « *Nous sommes le seul parti qui s'engage à établir un revenu minimum garanti universel* », affirme la cheffe Elizabeth May.

Les verts accueillent « *favorablement* » les changements apportés par les libéraux à l'assurance-emploi, aux prestations pour enfants et au supplément de revenu pour les retraités. « *Les initiatives vont dans la bonne direction, mais ce n'est clairement pas suffisant* », résume Elizabeth May.

« *Le Parti libéral se vante d'avoir sorti plusieurs centaines de milliers de Canadiens de la pauvreté, dit-elle. En réalité, il les a fait passer de quelques centaines de dollars sous le seuil de la pauvreté à quelques centaines au-dessus.* »

Un Canadien de trop

L'élection de 2019 est aussi la première après l'adoption du nouveau plan de lutte à l'itinérance. En avril dernier, le gouvernement libéral a remplacé l'ancienne Stratégie des partenariats de lutte contre l'itinérance (SPLI) par un programme baptisé Vers un chez soi.

« *Un Canadien qui dort dans la rue, c'est un de trop*, répète Justin Trudeau. *Nous avons conçu ce programme pour réduire l'itinérance chronique nationale de 50 % d'ici 2027-2028.* »

En 2016, le gouvernement a ainsi investi 111,8 millions \$ supplémentaires sur deux ans dans son ancienne SPLI. L'année suivante, il a proposé un investissement « *sans précédent* » de 2,2 milliards \$ en 10 ans pour la lutte en itinérance. Le mois dernier, Québec et Ottawa ont conclu une entente pour le versement d'une première tranche de 175 millions \$ au cours des cinq prochaines années.

Un virage communautaire

Pour le gouvernement, il s'agit d'un virage vers une « *philosophie communautaire* ». « *Vers un chez-soi donne la priorité aux communautés en matière de lutte contre l'itinérance*, explique le chef libéral. *Bien que le programme Logement d'abord (instauré par les conservateurs) demeure un modèle reconnu et efficace pour réduire l'itinérance, nous avons choisi de donner une plus grande marge de manœuvre aux communautés quant à la manière d'utiliser le financement pour répondre à leurs besoins locaux.* »

Par exemple, le gouvernement sait que « *les Autochtones sont surreprésentés au sein de la population itinérante du Canada* ». Au cours des neuf prochaines années, Justin Trudeau s'engage donc à dépenser 413 millions \$ pour réduire l'itinérance chez les Autochtones « *en milieu urbain* », soit une augmentation de financement de près de 70 %.

Une compétence exclusive

De façon générale, le Bloc québécois considère que les programmes de lutte à l'itinérance sont « *partie intégrante d'une politique sociale de lutte à la pauvreté, une compétence exclusive du gouvernement du Québec* ».

« *Le fédéral doit respecter ce qui fonctionne au Québec, affirme le chef Yves-François Blanchet. Il ne doit pas imposer ses propres programmes comme Logement d'abord sous les conservateurs ou Vers un chez soi sous les libéraux, le fédéral doit respecter l'approche globale du Québec et non pas imposer une vision mur à mur.* »

Pour cette raison, « *le Bloc québécois a toujours soutenu les organismes œuvrant en itinérance, défendu la façon de faire du Québec et protégé son approche globale dans le soutien aux actions des organismes* ».

Le Bloc presse donc Ottawa « *d'augmenter les transferts au Québec et aux groupes afin qu'ils puissent développer de nouveaux programmes et maintenir les anciens* ». Yves-François Blanchet estime que le Québec devrait recevoir une part équivalente au prorata de sa population, soit 23 % des fonds fédéraux.

Plus de paroles que de gestes

Jusqu'ici, le NPD voit « *d'un bon œil* » l'initiative du programme *Vers un chez soi*. Pour Jagmeet Singh, « *c'est un pas dans la bonne direction* » même s'il y a eu « *plus de belles paroles que de gestes concrets* ». « *Le financement actuel demeure malheureusement complètement insuffisant* », déplore-t-il.

Le chef néo-démocrate croit aussi qu'un effort additionnel doit être fait « *pour améliorer l'accès aux soins de santé mentale et le soutien aux toxicomanes* » qui sont sans abri.

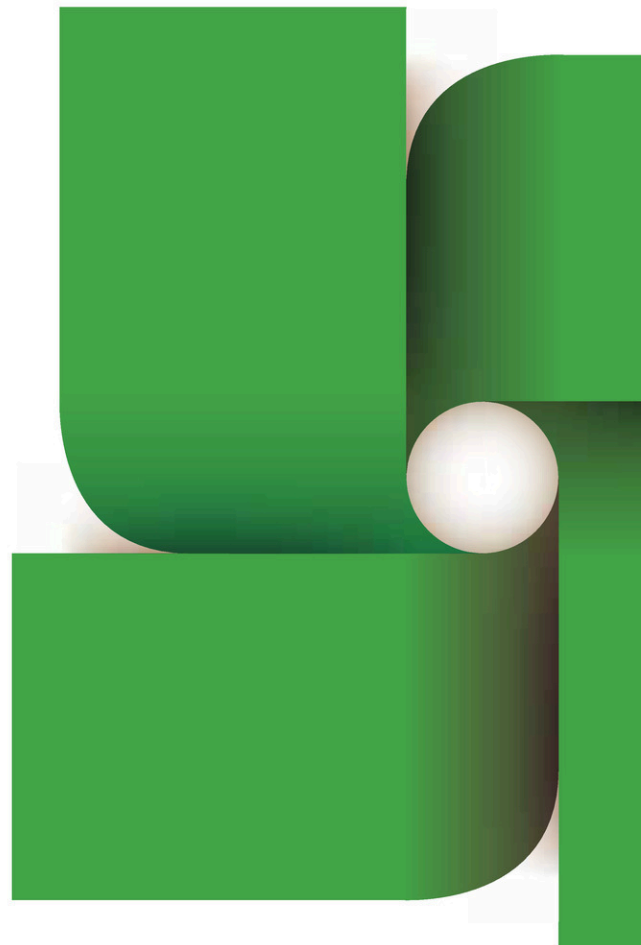
Une idée à laquelle ne sont pas insensibles les libéraux. « *Les personnes ayant des troubles du développement doivent pouvoir vivre dans des milieux de vie communautaires et indépendants, admet Justin Trudeau. Et les Canadiens en situation d'itinérance - y compris les anciens combattants - ont besoin d'un endroit où ils peuvent se sentir chez eux.* »

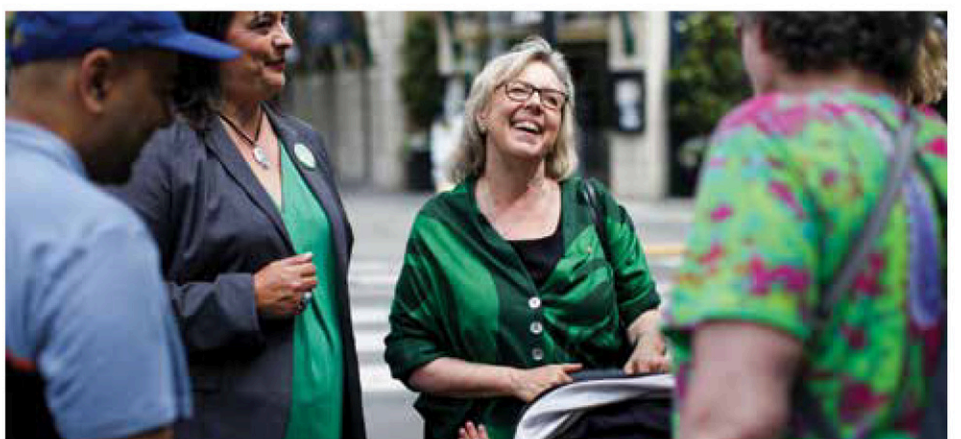
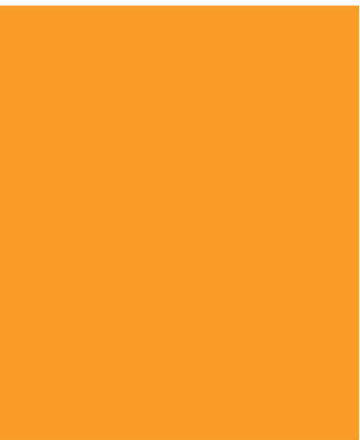
Une crise nationale

Le Parti vert a appuyé lui aussi la stratégie libérale sur l'itinérance. « *Mais nous devons aller bien au-delà de ces mesures* », assure la cheffe Elizabeth May. Selon elle, « *le problème croissant de l'itinérance* » est lié à « *l'insécurité du logement* ».

La crise du logement est « *nationale* », dit-elle, et l'heure est au rattrapage. « *Avec des décennies de concentration sur l'accession à la propriété, l'appui fédéral aux coopératives, au logement locatif, au logement social et au logement avec services de soutien s'est étiolé* », note-t-elle.

Selon elle, les efforts urgents requis en habitation doivent s'accompagner d'un éventail de nouveaux programmes sociaux allant de l'assurance-médicaments jusqu'aux soins dentaires pour les Canadiens à faible revenu.





Le logement : une source de stress et d'anxiété

L'accès au logement est aussi un thème sur lequel Justin Trudeau entend faire campagne. « Pour beaucoup de gens, avoir accès à un logement sûr et stable est une source importante de stress et d'anxiété. »

« C'est ce que j'ai entendu de la part de personnes âgées qui ont été obligées de quitter leur foyer parce qu'elles ne peuvent plus se permettre d'habiter dans leur quartier. C'est ce que j'ai entendu de la part de parents qui travaillent plus fort que jamais, mais qui ont du mal à joindre les deux bouts. Et aussi de la part d'étudiants, qui passent plus de temps à se déplacer qu'à étudier parce que vivre près de l'école, ça coûte trop cher. »

« Depuis notre arrivée au pouvoir, nous avons consacré près de 13 milliards \$ au logement dans tout le pays, affirme le premier ministre. Nous avons aidé plus d'un million de Canadiens à trouver un chez-soi. »

300 000 unités de logement

Le programme libéral propose « un financement durable » de plus de 55 milliards \$ au cours de la prochaine décennie pour l'ensemble de ses mesures. Les libéraux promettent en outre de réserver 4,3 milliards \$ aux provinces et territoires « pour protéger et bâtir des logements communautaires durables ». L'objectif est d'ajouter 300 000 unités de logement social.

Les libéraux s'engagent à « soutenir » le parc de logements existants, dont la majorité ont été construits entre 1946 et 1993. Les libéraux disent vouloir que « les familles à faible revenu ne consacrent pas au logement une part disproportionnée de leur revenu ». Durant l'exercice 2017-2018, la Société canadienne d'hypothèque et de logement (SCHL) a fourni son soutien à 518 000 ménages vivant dans des logements sociaux en consacrant 1,4 milliard \$ à ces logements.

Les libéraux se targuent enfin d'avoir fait adopter une loi « qui reconnaît le droit des Canadiens d'avoir accès à un logement convenable, tout en obligeant tous les gouvernements (actuel et futurs) à maintenir une stratégie nationale en matière de logement ».

Une action éparpillée

Pour Yves-François Blanchet, les actions fédérales mettent l'accent « sur le logement abordable au détriment du logement social et communautaire ». Selon le chef du Bloc, Ottawa s'est « éparpillé dans une foule d'initiatives qui, pour la plupart, rateront leur cible ». Là encore, le Bloc trouve qu'on ne tient pas compte de « la façon de faire du Québec », notamment celle de son programme Accès Logis.

Le chef bloquiste reprend à son compte le récent diagnostic du directeur parlementaire du budget. Celui-ci estime que la stratégie fédérale « maintient grosso modo le financement des activités actuelles au même niveau, mais réduit légèrement le financement ciblé des ménages ayant des besoins impérieux de logement ». « Il n'est pas certain que la stratégie nationale sur le logement réduira la prévalence des besoins en logement par rapport aux niveaux de 2017 », note ce haut fonctionnaire qui relève directement de la Chambre des communes.

Au Québec, rappelle Yves-François Blanchet, 400 000 ménages locataires consacrent plus de 30 % de leurs revenus pour se loger, dont près de 200 000 qui y consacrent plus de 50 %. « Ne pas investir dans les logements sociaux et abordables, c'est tout simplement indécent », dit-il.

Le seul pays du G-7

Le NPD réclame depuis plusieurs années une stratégie nationale sur le logement. « Le Canada était le seul pays du G-7 à ne pas s'être doté d'une stratégie, souligne Jagmeet Singh. Or, l'élimination de la pauvreté commence par s'assurer que toute personne ait un toit sur la tête. » Depuis des années, le NPD milite aussi pour que le droit au logement soit inscrit dans la Charte des droits.

« Le plan libéral est inadéquat face à l'ampleur de la crise, affirme-t-il. Et le gouvernement dit aux familles qu'elles devront encore attendre. La stratégie a été annoncée en grande pompe, mais 90 % du financement n'arrivera qu'après l'élection. »

« Un million de familles canadiennes vivent dans des logements inadéquats ou trop chers, souligne-t-il. La stratégie libérale ne viendra en aide qu'à seulement un tiers d'entre eux. » Alors que la construction des 500 000 logements sociaux promis par le NPD « créerait des milliers d'emplois dans les collectivités à la grandeur du pays ».

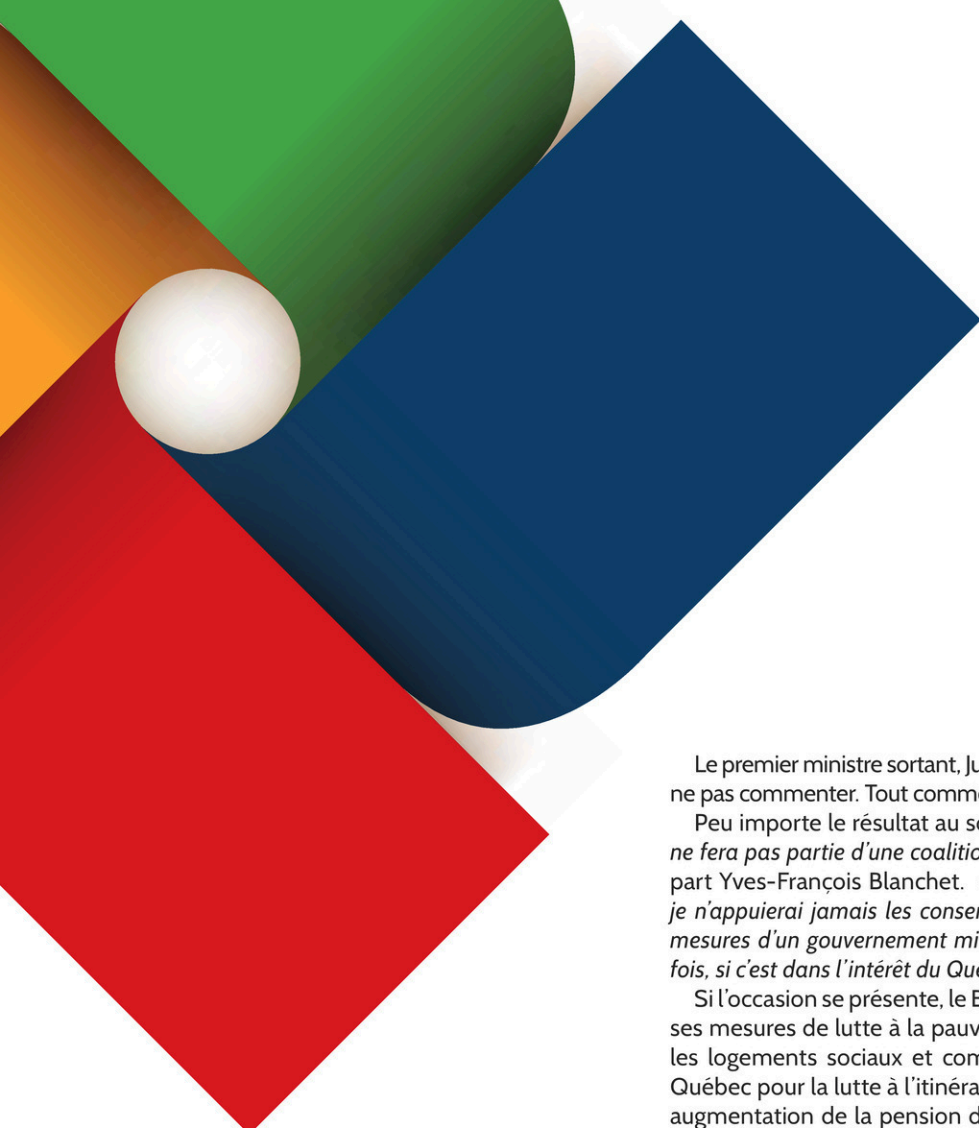
40 000 logements par année

Le Parti vert voudrait lui aussi qu'on reconnaisse le logement comme « un droit fondamental de la personne », mais Elizabeth May insiste pour dire qu'il s'agit « d'une compétence provinciale ». Elle souhaiterait néanmoins la nomination d'un « ministre (fédéral) du Logement » qui travaillerait en collaboration avec les ministres provinciaux.

L'objectif des Verts est de construire 25 000 nouvelles unités de logement et d'en réhabiliter 15 000 par an au cours des 10 prochaines années. La cheffe du Parti vert propose aussi de réorienter le mandat principal de la Société d'hypothèque et de logement. « La SCHL devrait soutenir le développement de logements abordables, non marchands et coopératifs » au lieu de sa priorité actuelle « qui consiste à aider les prêteurs canadiens à réduire les risques liés aux investissements dans la propriété des logements ».

Au cas par cas

Au moment de mettre sous presse (soit juste après le déclenchement des élections) les sondages suggèreraient plusieurs scénarios de résultats. Mais les partis politiques en lice n'aiment pas évoquer celui d'un gouvernement de coalition.



Le premier ministre sortant, Justin Trudeau, préfère tout simplement ne pas commenter. Tout comme le chef du NPD, Jagmeet Singh.

Peu importe le résultat au soir du 21 octobre, « *le Bloc québécois ne fera pas partie d'une coalition gouvernementale* », assure pour sa part Yves-François Blanchet. « *Je n'appuierai jamais les libéraux et je n'appuierai jamais les conservateurs*, dit-t-il. *Nous appuierons les mesures d'un gouvernement minoritaire au cas par cas, un vote à la fois, si c'est dans l'intérêt du Québec.* »

Si l'occasion se présente, le Bloc en profitera plutôt pour mousser ses mesures de lutte à la pauvreté : bonification des budgets pour les logements sociaux et communautaires, sommes allouées au Québec pour la lutte à l'itinérance, réforme de l'assurance-emploi, augmentation de la pension de Sécurité de la vieillesse, bonification du Supplément de revenu garanti, rétablissement des transferts en santé à 6 %, en éducation, et pour les services sociaux. Le chef du Bloc veut aussi « *forcer la signature d'une entente Canada-Québec en logement* ».

En gardant un œil sur le thermomètre

Si d'aventure sa formation détient la balance du pouvoir, Elizabeth May entend bien négocier son appui à un éventuel gouvernement minoritaire. « *Comme tous les députés du Parti vert, je rejette la partisanerie et je travaillerai toujours dans un esprit de collaboration entre les partis afin d'élaborer et d'appuyer des politiques qui profitent à tous les Canadiens* », explique-t-elle.

« *Mais nous n'accepterons jamais un seul vote de confiance en faveur d'un gouvernement qui ne s'engage pas à respecter les avertissements de la communauté scientifique mondiale selon lesquels nous ne devons pas dépasser 1,5 degrés Celsius d'augmentation de la température mondiale* », prévient-elle.

Le Parti vert entend aussi promouvoir les 17 objectifs de développement durable adoptés en 2015 par l'Organisation des Nations-Unies.





PAR MATHIEU THÉRIAULT
CAMELOT BERNARD / DE L'ÉPÉE

en toute
liberté

Les absents ont toujours tort

On m'a demandé de commenter les réponses des quatre principaux partis aux questions de *L'itinéraire*. C'est sans doute contre-intuitif, mais je vais commencer par vous parler du seul qui ne s'est pas prêté à l'exercice : le chef conservateur Andrew Scheer. Les autres se sont attardés à répondre de bonne foi. Mais le Parti conservateur n'a même pas jugé utile de dire pourquoi il ne daignait pas accuser réception.

Nous ne sommes pas naïfs. *L'itinéraire* n'est pas *Radio-Canada*, *Le Journal de Montréal*, le *Globe and Mail* ou le *National Post*. Nous savons aussi qu'un magazine de rue, qui s'adresse et est conçu en partie par le monde dit « de la rue », ne représente pas une clientèle électorale particulièrement payante. Sauf qu'au moins, les quatre autres chefs se sont prêtés à l'exercice sérieusement, sans mépris et sans condescendance.

Je trouve que ça en dit long. Soyons sérieux : nous savons tous que l'élection se joue entre les conservateurs et les libéraux. Que l'un des deux partis formera le prochain gouvernement. Le principal suspense est de savoir s'il sera minoritaire ou majoritaire. Si les conservateurs n'ont même pas trouvé un quelconque employé aux « coms » pour expliquer leur vision à l'un des rares médias qui s'intéresse à la pauvreté depuis 25 ans, cela a le mérite d'être clair sur la réelle importance qu'ils accordent à cet enjeu.

Si je parle si longuement de la non-réponse des conservateurs, c'est que j'estime justement que l'enjeu de la prochaine élection est là. Est-ce que les Canadiens veulent vraiment revenir à un régime d'austérité et de conservatisme généralisé ? Les libéraux, les verts, le NPD ou le Bloc ont tous offert des réponses ou des propositions qu'on pourrait qualifier de centre-gauche. Avec certaines nuances bien entendues.

Tous pour la vertu

Pour faire simple, disons qu'aucun des quatre n'est contre la vertu. Criminaliser davantage les pauvres, les minorités, les sans-abri; être contre plus de logement social; nier les changements climatiques; enrichir encore plus les riches; brimer le libre choix des femmes : disons que cela semble être la seule affaire d'un parti ultra-minoritaire de Beauce. Compte tenu de ce que l'on a déjà entendu de Maxime Bernier, il aurait été intéressant de voir comment Andrew Scheer se distingue politiquement. Si l'un est le Bonhomme Sept-Heures, est ce que l'autre est le Bonhomme 6 heures 45 ?

Pour ce qui est du bilan de l'actuel gouvernement, on peut dire que les libéraux ont fait nettement mieux que durant les sombres années Harper. Ils ont investi plus dans le logement social, dans la lutte à l'itinérance et dans celle contre la pauvreté. On parlait de si loin, qu'il n'était pas très difficile de faire mieux. Oui, mais ce n'est clairement pas assez, nous dit l'opposition.

La cassette du Bloc m'irrite un peu, dois-je dire : « *peu importe ce que vous faites, faites-le dans le respect des compétences constitutionnelles du Québec* ». Cette logique est parfois poussée jusqu'à l'absurde. Je demeure convaincu que les dizaines de milliers de personnes qui attendent un logement social sont davantage préoccupés de savoir si elles paieront 25 % de leur revenu que par une chicane de juridiction.

Les quatre partis s'entendent tous pour reconnaître la crise du logement, et que le logement devrait être un droit. Ils sont aussi d'accord pour investir davantage dans le logement social et pour admettre que la pauvreté et l'itinérance sont des fléaux nationaux. Ils reconnaissent aussi que les organismes communautaires qui œuvrent sur le terrain sont les plus qualifiés pour apporter des réponses appropriées. Ce consensus est en soi une nouvelle.

La sincérité mise à l'épreuve

Bien entendu, les partis s'adressaient à *L'itinéraire* ; ils ont adapté leur discours en conséquence. Ils n'allaient quand même pas nous dire qu'ils n'avaient rien à cirer de la pauvreté, de la crise du logement ou de l'itinérance. C'est de bonne guerre ! L'intérêt est maintenant de mesurer la sincérité de ces engagements à la lumière de la campagne. Reste à savoir quelle place prendront tous ces enjeux durant les jours à venir.

Je suis perplexe aussi face au slogan du Parti vert qui proclame : « *ni de gauche, ni de droite, mais en avant* ». Quelle place comptent-ils faire vraiment aux mesures sociales et progressistes ? Tout en sachant qu'ils ne formeront pas le prochain gouvernement, les verts voulaient-ils nous dire que la survie de la planète n'est pas compatible avec la logique capitaliste. Selon moi, l'écologie ne peut pas être ailleurs qu'à gauche, et même en rupture ouverte avec le capitalisme.

Il est vrai que cela ne figurait pas dans nos questions, mais aucun des partis n'a fait mention de la crise des opioïdes qui ravage le Canada. Au Québec, parce que nous sommes relativement épargnés, mais ailleurs, notamment en Colombie-Britannique où la crise fait rage, aucun parti n'en a soufflé mot. Les leaders politiques, notamment Singh et May, semblent ignorer cet enjeu, ce qui est absolument effarant de la part de gens qui représentent des circonscriptions britanno-colombiennes.

Au final, on est toujours face au même dilemme quand vient le temps de voter. Comme citoyen, quel enjeu considérons-nous comme la question cruciale du vote ? Et qui est dans la meilleure position pour s'en occuper ? Sinon, il y a toujours l'option cynique de dire : « *je vote pour lui parce que je ne peux plus sentir l'autre* ». Ou encore, « *au final, c'est toujours le big business, qui décide, les politiciens ne sont que leurs pantins* ». Si telle est votre opinion, l'abstention a peut-être meilleur goût. Bonne élection ! ■

★★★ 2019 ★★★
CAMELOT
 d'un
JOUR
 ★★★
 L'ITINÉRAIRE



Le comédien **Vincent Leclerc** n'avait rien d'un « Séraphin », lui qui a généreusement donné de son temps à Camelot d'un jour. Il a écoulé ses 50 copies de l'édition spéciale en moins d'une heure ! © LAURENT GAGNÉ Notre indéfectible alliée, l'animatrice de l'Épicerie, **Johane Despins** en est à sa 4^e participation à l'événement. © MILTON FERNANDES **Bruno Blanchet** a fait sensation sur son spot de vente face au Complexe Desjardins. Assurément, l'humoriste-animateur grand voyageur jouit d'une belle cote d'amour du public. © LAURENT GAGNÉ **Samian**, le rappeur-animateur-comédien anishnabe a assumé avec plaisir son rôle de camelot pour L'itinéraire. © MILTON FERNANDES

Les vedettes répondent à l'appel

Pour la 5^e édition de Camelot d'un jour, une vingtaine de personnalités publiques ont répondu à l'appel de L'itinéraire pour participer à notre événement-phare, tenu le 12 septembre dernier. Un peu partout à Montréal, à Laval, Longueuil, Saint-Jérôme et Granby, des artistes, vedettes de la télé, politiciens et gens d'affaires ont été jumelés à des camelots pour vendre *L'itinéraire* dans les rues. Cette année, c'est l'édition 25^e anniversaire de 96 pages qui a été proposée aux passants au prix de 6 \$. Dans l'espace d'une heure, des centaines de copies de ce magnifique album souvenir ont trouvé preneur. Les profits de la vente des magazines sont allés aux camelots, tandis que la campagne de levée de fonds a permis à L'itinéraire de recueillir plus de 30 000 \$.



Un grand habitué de Camelot d'un jour, **Jean-Marie Lapointe** est encore une fois venu prêter main-forte à son ami Bertrand Derome, camelot à Granby. Ce jour-là, ils étaient accompagné de **Robert Riel**, conseiller municipal de cette ville. © MARIE-CLAUDE DELISLE L'animateur-comédien **Guy Jodoin** a, une fois de plus, battu le record des ventes, grâce à son flair et son humour ! La camelot Céline avec qui il était jumelé n'en revenait tout simplement pas. © LAURENT GAGNÉ **Philippe Schnobb**, président de la STM n'a pas hésité à endosser les couleurs de L'itinéraire pour participer, une 3^e fois, à Camelot d'un jour. © MIVILLE TREMBLAY

Nos plus belles années

Cette année c'est le plus bel été qu'on a eu parmi les plus récents. Les gens sont sortis beaucoup, en bicycle, à pied, en métro, en autobus. J'ai vu les terrasses pleines de monde.

Quand j'étais jeune, ma famille avait un chalet avec une cour, une piscine, un barbecue, une table à pique-nique avec un parasol pour profiter de l'été. Que c'était bon des brochettes de poulet grillées avec des patates nouvelles cuites dans du papier d'aluminium !

On a eu le chalet jusqu'à mes 32 ans. On s'amusaient, on était à la campagne, à Rawdon, on invitait des amis. On avait une chaloupe et un bateau pneumatique. J'allais sur le lac. C'était de toute beauté.

Le soir on écoutait de la musique et on dansait. J'ai vécu une super belle vie avec mes parents. C'est pour ça que je me suis mariée tard. Ils ont vendu la maison et le chalet à la mort de ma grand-mère.

J'ai eu un fils, Francis, quand j'avais 36 ans. Mais malheureusement, mon mari est mort du cancer à l'âge de 59 ans. Avant, on demeurait sur la Rive-Sud, à Longueuil. Tous les jeudis j'allais manger avec mon fils chez McDonald's. Je suis maman gâteau. Je veux qu'il soit heureux.

L'héritage que j'ai reçu, c'est l'amour et le respect. Je l'ai transmis à mon fils.

CÉCILE CREVIER
CAMELOT SAINTE-CATHERINE EST / MORGAN
ET MÉTRO L'ASSOMPTION

My observations of the street

Things I see in the street: there are a lot of beautiful women. I see a Greek man in the middle of winter who wears only a sweater and his winter coat slung over his shoulder. I see couples with kids, who I say hello to when they pass by. But I don't always say hi. I see a lot of people with their dogs. I wave my magazine to them (the people, not the dogs!). Of course, they don't always understand why I do that.

I sometimes see car accidents while I'm on my spot. When these crashes are not life-threatening, it doesn't really affect me that much. Last time there was an accident, I pointed the police in the right direction. Who knows why they happen? Maybe it's because people are too much in hurry, or maybe they had one drink too many?

I see people going into restaurants and coffee shops. I also go there. At my spot on De la Gauchetière and Mansfield, I see many people going to work in big office buildings.

I see a lot of rich people, middle-class people, but also a lot of poor people. Who knows? Maybe these poor people are going through a rough patch in their lives, family problems, quit school, can't find work or maybe they need some guidance, social help...

When you get down to the nitty-gritty, you see all kinds of people on the street. And maybe you can have a better understanding of the world we live in. That way, you can learn from others, what to do and what not to do.

And finally, I see a lot of my customers. They talk to me and sometimes give me advice. Often it's good advice. Thanks to you all!

DANIEL GRADY
VENDOR DE LA GAUCHETIÈRE AND MANSFIELD

Je suis camelot à Pie-IX

Je vends le magazine *L'itinéraire* depuis trois ans et quatre mois. Avant de commencer à être camelot, je passais par la station Honoré-Beaugrand où travaillait Manon Fortier comme camelot. J'étais sa cliente régulière. Je trouvais déjà le magazine intéressant tout comme la job de camelot. Après avoir passé pendant quelques mois par cette station de métro, Manon m'a raconté comment faire pour m'inscrire comme camelot à *L'itinéraire*. J'y suis allée le lendemain, où il y avait Pierre Tougas qui m'a accueillie. Il m'a envoyée voir l'intervenant Jeff, pour qu'il me pose quelques questions et m'informe sur les règlements.

Comme je remplissais les conditions, j'ai été acceptée tout de suite. Ensuite on m'a donné quelques magazines et le dossard aux couleurs de *L'itinéraire*. J'ai commencé mon travail de camelot le 3 mars 2016, à la Place Valois. Je suis restée à cet endroit à peu près un mois. Après, je suis allée au marché Maisonneuve, et j'y suis restée deux mois. Par la suite, Manon m'a parlé de la station Pie-IX où il n'y avait pas de camelot. C'est un très bon spot, parce que c'est une intersection pour aller dans plusieurs directions de métro et d'autobus. C'est pour ça que je travaille là-bas. Quand j'y suis, il passe des centaines de personnes dans l'espace d'à peine une heure. Dans une journée, à Pie-IX, il doit passer des milliers de gens.

Depuis que je travaille à cette station, ça m'a enrichi, pas seulement monétairement, mais surtout pour la confiance en moi ainsi que pour gérer mes émotions. En plus, ça me fait connaître de plus en plus de gens, dont la plupart sont mes clients, même ceux qui m'achètent le magazine, occasionnellement. Je remercie grandement *L'itinéraire* de m'avoir donné un poste de camelot.

LUCETTE BÉLANGER
CAMELOT MÉTRO PIE IX ET STE-CATHERINE/PEEL





PAR MARIE-ÈVE SAUCIER
AUTEURE

Songe d'une nuit d'élection



Je ne comprends pas les élections.

Je comprends le concept; les candidats parlent et le peuple chiale. La partie du peuple qui a voté chiale parce que celle qui n'a pas voté chiale, l'élue *frenche* sa sœur pis tout le monde s'en va se coucher.

Ce qui m'échappe, c'est les discours. Les promesses. Les statistiques, les enjeux, les débats. J'ai essayé de comprendre. J'ai écouté les débats des chefs, déguisée en « Madame Informée » (j'ai juste mis une robe de chambre pis je tenais une tasse de thé vide en enchaînant les « *C'tencore nos taxes qui vont payer pour ça!* »). Mais après deux minutes, je décroche parce que je sens que je ne fais pas réellement partie de la conversation. J'ai l'impression que pour les partis politiques, ma vie n'est pas un enjeu. C'est peut-être parce que je ne comprends pas. De toute façon, peu importe qui est élu, ma vie ne change pas. Même si on passe de Trudeau à Scheer, chaque matin, je vais me lever, manger mes p'tites toasts pis chialer après mon chum qui laisse traîner ses emballages de *Ah! Caramel* partout dans' maison. Je vais juste avoir ben hâte de voir notre nouveau Premier ministre être mal à l'aise aux parades de la Fierté gaie.

Ça serait bien que nos partis politiques proposent des engagements pour monsieur et madame Tout-Le-Monde. Des engagements simples et inclusifs qui reflètent une volonté de changement sur les aspects de notre quotidien.

Par exemple :

Encourager les Canadiens à observer leurs pieds

Des p'tites mousses, des odeurs, des bosses inquiétantes : tant de découvertes qui font en sorte qu'on n'a plus le temps de se chicaner pour rien!

Mettre sur pied un programme d'échange entre les réfugiés syriens et les membres de *La Meute*.

Échanger des innocents ingrats qui nous nuisent en sauvant des innocents reconnaissants qui contribueront à la société. C'est comme les programmes d'échanges étudiants, mais avec des résultats.

Éliminer les journées pédagogiques, le congé des Fêtes et celui d'été. Ne jamais fermer les écoles. Jamais.

Excusez-moi. Cet engagement est ben personnel. L'été a été difficile et je suis fatiguée.

Établir l'équité salariale entre les sexes ET les types d'emploi.

Je n'ai jamais compris pourquoi un ministre de l'Éducation fait plus d'argent que la concierge qui retire les crottes de nez d'en dessous des pupitres. Depuis que l'école existe, y'a eu plus de failles dans la gestion du système scolaire que de crottes de nez restées collées.

Bannir les coins. Les murs, les commodes, les calorifères.

Le peuple est à boutte de s'cogner les p'tits orteils.

Remplacer la musique d'appel en attente par des humoristes.

Des humoristes qui font des *jokes* d'observation sur l'attente. Juste des *jokes* de même. En plus de créer des emplois pour les 25 personnes qui sortent de l'École nationale de l'humour chaque année, le peuple sentirait qu'il ne sacrerait pas dans le vide parce qu'il est tanné d'attendre.

Criminaliser l'utilisation de phrases et expressions gossantes.

Toute personne qui dit « *Jouer aux fesses* », « *C'pu comme c'était* », « *C'est tigidou* », « *Mets-en, c'est pas d'onguent* » et/ou « *Tu bois trop, Marie-Ève* » sera passible d'une amende salée. Ainsi, les baby-boomers rempliraient les coffres de l'État qu'ils ont vidés.

**Note de l'auteure : après une révision de mon texte, j'ai décidé d'ajouter « Amende salée » à la liste des expressions passibles d'une amende.*

Transformer la valeur de l'argent Canadian Tire en montant de dette à une œuvre de charité.

Pour chaque dollar Canadian Tire contenu dans la pile de ces billets ramasse-poussières qui traîne pis que les hommes tiennent quand même à conserver depuis 1988, un dollar devra être remis à une œuvre de charité. Je viens de sauver le monde, DE RIEN.

J'ai des idées de pur génie, mais je ne suis pas faite pour le monde de la politique. Ma place est parmi les spectateurs qui chialent. Quand viendront les élections, j'écouterai les candidats parler. Je vais chialer parce que ceux qui n'ont pas voté chialent. L'élue *frenchera* sa sœur, je vais ramasser un emballage de *Ah! Caramel* pis je vais aller me coucher pour tout recommencer le lendemain. Ô Canada, chers amis. Ô Canada.

Oxydées Dont les petits naissent à l'état de nymphe	Fixant Dont la corolle a une forme de papillon	Géologue étasunien (1811-1898) Saumon	Partis Revoyant	
Coiffure	Mangea			
Alcools	Jupes		Pronom	
			À elle	
			Sa capitale est Lhassa	
Conjonction	Préfixe signifiant «nouveau»	Enlevai		
		Écrivain étasunien (1903-1977) Certaine		Poissons
Harmonieux	Poème	Brevet	À moi	
				Dans les...
Niveler	Avachies			
			Nazi	

Jeu de chiffres

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

EXPERT

	9			6	8		
			2		6	4	
		8	1	9	4	7	
1			7				
4		7			8	2	5
	3		4	5			
		9					3
			5				
	2	6					7

Solutions dans le prochain numéro

Jeux de mots



josecardinala1@yahoo.ca

JOSÉE CARDINAL
DISTRIBUTRICE

LIGNE	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												

HORIZONTALEMENT

- Gravement.
- Qui se rapporte à l'utérus et au vagin.
- Fêlé. - Obscurs.
- Qu'ils accomplissent. - Île grecque.
- Pronom. - Gaz. - Lit.
- Filet. - Décrasse.
- Cœur. - Épiées.
- Loch. - Exprime un bruit de reniflement. - Do.
- Compagnie ferroviaire. - Possède. - Petit anneau.
- Allonge. - Pays américain.

VERTICALEMENT

- Affectation.
- Disposition rayonnante.
- Bien effectuées.
- Iridium. - Poisson.
- Qui remontent au début de l'ère tertiaire. - À la mode.
- Rayons. - Apparu. - Coutumes.
- Arbrisseaux.
- Le moi. - Bateau.
- Mille trois. - Gaillards.
- Enveloppée. - Roulé.
- Panier. - Transpiras.
- Thallium. - Ruisseau. - Élimina.

Jeu des 7 différences

Pouvez-vous trouver les sept différences dans cette photo de notre photographe bénévole Mario Alberto Reyes Zamora ? Bonne chance !



SOLUTIONS DU 15 septembre 2019

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
P	A	C	A	N	I	E	R	A	D	O	
I	N	A	B	O	R	D	A	B	L	E	S
V	A	R	N	E	C	O	U	T	E		
O	L	E	I	N	E	I	N	T	E		
T	O	T	E	T	O	N	N	E	E	S	
E	G	A	L	A	R	I	E	N	S		
M	I	A	I	L	E	T	E	R	V		
E	Q	U	I	N	E	N	T	E	R	E	
N	U	S	N	E	A	N	T	E	T		
T	E	E	E	S	T	E	R	A	U		

9	4	5	2	8	1	6	7	3
7	2	8	6	4	3	5	9	1
3	1	6	5	9	7	8	2	4
5	3	2	4	6	8	9	1	7
6	7	4	9	1	2	3	5	8
8	9	1	7	3	5	2	4	6
1	5	9	8	7	6	4	3	2
4	6	3	1	2	9	7	8	5
2	8	7	3	5	4	1	6	9

L'ITINÉRAIRE

Faire un don **Cartes-repas**
Abonnement



JE FAIS UN DON DE :

40 \$ 50 \$ 75 \$ 100 \$ ou _____ \$¹

JE VEUX ACHETER DES CARTES-REPAS :

J'offre _____ cartes-repas à 6 \$ chacune = _____ \$¹

Vous voulez les distribuer vous-même ? Cochez ici :



TOTAL DE MA CONTRIBUTION : _____ \$¹

DONS + CARTES-REPAS



JE VEUX M'ABONNER AU MAGAZINE :

Je m'abonne pour une période de :

12 mois, **24 numéros** (125 \$ avec taxes)

6 mois, **12 numéros** (65 \$ avec taxes)

Nom ou N° de camelot (s'il y a lieu) : _____

MODE DE PAIEMENT

Chèque au nom du Groupe communautaire L'itinéraire

Visa MasterCard Code de vérification de la carte (CVC) : _____

N° de la carte : _____

Expiration _____ / _____

(Mois) (Année)

Signature du titulaire de la carte

IDENTIFICATION

Mme M.

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ - _____

Courriel : _____

Téléphone : (_____) _____

Postez votre coupon-réponse au Groupe communautaire L'itinéraire
2103, rue Sainte-Catherine Est, 3^e étage, Montréal (Québec) H2K 2H9



¹ Pour respecter l'écologie et réduire ses frais postaux, L'itinéraire envoie le reçu d'impôt une seule fois par année, au début de janvier suivant le don.

Vous pouvez faire un don directement en ligne sur notre site itineraire.ca

N° de charité de l'organisme : 13648 4219 RR0001

Pour rejoindre notre service aux donateurs :

514 597-0238, poste 228 • luc.desjardins@itineraire.ca

Beaucoup d'encre a coulé ...



Ils ont été
accusés de
plagiat

Le roi d'la B.D. est mort

Vive la B.D.

DÉJOUER LA FATALITÉ

Pauvreté, familles, institutions



EXPOSITION jusqu'au 9 février 2020

ÉCOMUSÉE
DU FIER MONDE

2050, rue Atateken (angle Ontario)

☺ Berri-UQAM

514 528-8444

ecomusee.qc.ca

CHRS



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage



CONSEIL
DES ARTS
DE MONTRÉAL

Montréal

Québec

MONTRÉAL!
TÉLÉPHONIE + INTERNET
JUSQU'À 5MBS POUR **25\$/MOIS***



Cooptel | 1 888 532-COOP
cooptel.ca

*Frais de 911. Là où la technologie le permet. Offre sujet à changement sans préavis. Certaines conditions s'appliquent.

B

**LA BEAUTÉ DE L'AUTOMNE,
LE RÉCONFORT D'UN CAFÉ.**

—
Vivez l'automne dans toute sa beauté
en profitant de la chaleur réconfortante
de nos savoureux cafés.



CAFÉ
BROSSARD^{MD}

TORRÉFIÉ À MONTRÉAL
514 321-4121 • 1 800 361-4121
CAFEBROSSARD.COM